



HAL
open science

Russie-UE 2014-2016 : une guerre de sanctions

Julien Braun

► **To cite this version:**

| Julien Braun. Russie-UE 2014-2016 : une guerre de sanctions. Linguistique. 2017. dumas-01980250

HAL Id: dumas-01980250

<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-01980250>

Submitted on 14 Jan 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Membre fondateur de Sorbonne Paris Cité



ESIT – Université Sorbonne Nouvelle – Paris 3

Russie-UE 2014-2016 : une guerre de sanctions

Julien Braun

Sous la direction de Madame Anne Coldefy-Faucard

Mémoire de Master 2 professionnel

Mention : Traduction et interprétation

Spécialité : Traduction éditoriale, économique et technique

Russe-français

Session de juin 2017



Sommaire

I. EXPOSÉ.....	2
Introduction.....	2
Les sanctions économiques.....	4
La sanction, une arme économique.....	4
Efficacité des sanctions.....	6
Typologie des sanctions.....	8
Les acteurs des sanctions.....	9
La politique extérieure de l'Union européenne et les sanctions.....	10
La politique extérieure de l'UE : les grands principes.....	10
La politique étrangère et de sécurité commune (PESC).....	11
Les sanctions de l'Union européenne.....	13
La guerre de sanctions entre l'UE et la Russie.....	16
La crise ukrainienne.....	16
Sanctions européennes, contre-sanctions russes.....	17
Conséquences économiques.....	19
Conclusion.....	21
II. TEXTE-SUPPORT ET TRADUCTION.....	23
III. STRATÉGIE DE TRADUCTION.....	45
Introduction.....	45
Problèmes rédactionnels.....	46
Problèmes ponctuels : compréhension, terminologie, reformulation, etc.....	50
Poésie de la traduction économique.....	53
Conclusion.....	57
IV. ANALYSE TERMINOLOGIQUE.....	59
Fiches terminologiques.....	59
Glossaire.....	70
Lexiques.....	74
Lexique français-russe.....	74
Lexique russe-français.....	81
V. BIBLIOGRAPHIE.....	89
Sources en français.....	89
Ouvrages.....	89
Articles.....	90
Sources en russe.....	90
Articles.....	90
Sources franco-russes.....	91
Source en anglais.....	92

I. EXPOSÉ

Avertissement au lecteur

Les termes figurant dans le lexique sont indiqués par un astérisque. Les termes du glossaire sont en gras. Les termes soulignés font l'objet d'une fiche terminologique. Seule la première occurrence de ces termes fait l'objet d'un repérage.

Introduction

En 2014, l'Union* européenne et un certain nombre de pays occidentaux instaurent une série de sanctions économiques à l'encontre de la Russie, accusée de mener des opérations de déstabilisation dans l'Est de l'Ukraine et d'avoir annexé la Crimée. En réponse à cela, Moscou imposait un embargo* sur certains produits alimentaires en provenance de ces pays. Depuis, rien n'a changé. La Crimée est *de facto* un « sujet » de la Fédération de Russie et le Donbass, dans l'Est de l'Ukraine, une zone de conflit ; les agriculteurs polonais n'exportent plus de pommes vers la Russie et les consommateurs russes ne trouvent plus de fromages français dans leurs magasins.

Les sanctions économiques, considérées à l'origine comme un moyen de pression, sont devenues un élément constitutif des politiques extérieure et intérieure des deux camps. La question de leur levée ou de leur prolongation, voire de leur extension, est régulièrement abordée lors des rencontres entre chefs d'État russes et occidentaux, lors des réunions du G7 ou des débats au Parlement européen. Dans le même temps, sur la scène nationale, la position des dirigeants et des élus sur la question des sanctions tend à devenir un marqueur politique, voire un argument de campagne. Cette question cristallise, notamment en France, les débats autour de l'orientation géopolitique du pays (quelle est sa place dans le monde et quels sont ses vrais alliés ?), de sa politique commerciale (faut-il se couper d'un partenaire majeur ?) et de sa situation économique (comment supporter le coup des contre-sanctions ?). Pour certains russophiles, l'enjeu est culturel. Pour d'autres, dont l'attachement à la Russie se mêle à une

fascination pour le pouvoir en place, il est civilisationnel, les sanctions « antirusse » relevant, selon eux, d'un même mouvement de reniement des valeurs chrétiennes et européennes que le mariage pour tous et l'accueil des réfugiés syriens. En Russie aussi, la question est l'objet de réflexions hétéroclites. Pour les uns, les sanctions constituent une opportunité de réformer l'économie du pays et de rompre avec l'Occident libéral (dans tous les sens du terme) ; pour d'autres, la politique étrangère russe est une simple posture dont les conséquences pourraient être catastrophiques, sur le plan tant intérieur qu'extérieur.

Dans la confusion savamment entretenue par les dirigeants des deux camps, les appels au maintien ou à la levée des sanctions ressemblent à des slogans pour ou contre la Russie, pour ou contre l'UE, pour ou contre tel ou tel candidat à l'élection présidentielle (voire, d'une certaine manière, pour ou contre une grande coalition contre l'organisation État islamique), mais il est rarement question du fond du problème : pourquoi a-t-on pris des sanctions ? qui en est à l'origine ? de quelles sanctions parle-t-on ? qui est concerné ? quelles sont les conséquences ? Mise sur le devant de la scène par politiques et journalistes, la notion de sanction économique reste relativement obscure pour les non-spécialistes.

L'objet de cet exposé est d'apporter quelques éclaircissements permettant au lecteur de saisir un peu mieux les tenants et les aboutissants de la situation. Nous efforcerons de présenter des éléments de réflexion de la manière la plus neutre possible et de ne pas orienter le propos en faveur d'une position plutôt que d'une autre. Il ne s'agit pas ici de décider qui a raison et qui a tort, ce qui reviendrait à tomber dans le piège politique tendu par les leaders des deux camps, mais de replacer la problématique dans son contexte, d'esquisser les liens que ce mot tant répété, « sanctions », entretient avec des réalités politiques, juridiques et économiques.

Ainsi, dans une première partie, nous poserons des bases théoriques en répondant à deux questions principales : pourquoi des États prennent-ils des sanctions économiques, et quels types de sanctions existe-t-il ? Dans une deuxième partie, nous nous intéresserons à la politique extérieure de l'Union européenne qui, dans le cas qui nous occupe, a été la première à recourir à des sanctions. Nous verrons notamment comment l'UE justifie ses « mesures*

restrictives ». Enfin, dans une troisième partie, nous aborderons la crise en Ukraine à l'origine de la « guerre de sanctions » que se mènent la Russie et l'UE, et nous esquisserons les conséquences de ces mesures pour les économies des deux camps.

Les sanctions économiques

La sanction, une arme économique

« La guerre est la chose du monde qui demande le moins de réflexion », écrit Emmanuel Kant dans son *Projet de paix perpétuelle*¹. Bien sûr, le philosophe parle de la guerre menée par un despote, peu concerné par les conséquences néfastes d'un conflit (famine, destruction, mort) ; néanmoins, n'est-il pas permis de généraliser cette affirmation au regard des trésors d'ingéniosité mis en œuvre par les sociétés humaines pour tenter de résoudre leurs différends sans recourir à la guerre ? Avant de prendre les armes et de s'élancer les uns contre les autres, armée contre armée, les clans, les tribus, les nations, les États ont à disposition une multitude de solutions, temporaires ou pérennes, à leurs conflits : mariage, partage de terres, alliance, procès, amende, boycott de compétition sportive, etc.

De nos jours, la concurrence entre les États et les rapports de force sur la scène internationale entraînent le recours, la plupart du temps, à l'**arme économique**, définie comme « l'utilisation par un État, à des fins de politique étrangère, des rapports économiques qu'il entretient avec un autre État. Il s'agit, soit de punir celui-ci pour une action jugée inacceptable – on parlera alors de « bâton » (sanction économique) –, soit de le récompenser pour une évolution que l'on considère positive (*sic*) – on parlera alors de « carotte » (avantages commerciaux ou financiers) »².

Les sanctions économiques « constituent des mesures* coercitives à l'encontre de certaines personnes, entités ou État »³, prises en réaction à une décision ou à une action désapprouvée par l'entité qui sanctionne. Leurs finalités sont diverses et vont du maintien de

1 Kant, Emmanuel, *Projet de paix perpétuelle*, trad. J. Gibelin, Paris : Vrin, 2002, p. 35.

2 Labbé, Marie-Hélène, *L'arme économique dans les relations internationales*, Paris : PUF, 1994, p. 3.

3 Baumard, Philippe (dir.), *Les sanctions financières internationales*, s.l. : Revue Banque, 2012, p. 17.

la paix à la promotion de la démocratie, en passant par la prévention de la prolifération nucléaire. La politologue Marie-Hélène Labbé propose de les classer selon cinq objectifs stratégiques⁴ :

- obtenir un changement limité de la politique du pays-cible ;
- déstabiliser le gouvernement du pays-cible ;
- briser une aventure militaire de faible envergure ;
- affaiblir le potentiel militaire du pays-cible ;
- obtenir des changements importants dans la politique de l'État-cible.

En principe, toute sanction a un début, un milieu et une fin : d'abord prise de décision (un État sanctionne un autre), puis mise en œuvre (l'État veille au respect de sa décision et fait face à d'éventuelles conséquences) et enfin levée de la sanction. Or une question se pose : faut-il lever les sanctions seulement lorsque l'événement qui les a provoquées a disparu ? Cette question en sous-entend deux autres. Premièrement, dans quelle mesure peut-on lever des sanctions n'ayant pas eu l'effet escompté ? Deuxièmement, si la situation se prolonge plusieurs années ou plusieurs décennies, le régime de sanctions se transforme en situation normale pour les deux pays concernés ; dans ces conditions, une levée* des sanctions ne risque-t-elle pas d'être interprétée, non pas comme un retour à la normale (puisque, pour parodier Blaise Pascal, on peut dire que le régime de sanctions est une deuxième normale), mais comme une victoire du camp frappé par les sanctions, comme l'octroi d'un privilège, comme une récompense, là où le camp « sanctionnant » ne voit que l'annulation d'une sanction qui a fait son temps et une normalisation des relations ? La notion de « bâton », caractéristique de la sanction, est donc indissociable de celle de « carotte ». Ou pour le dire trivialement en jouant sur les mots : c'est une arme à double tranchant.

4 *Op.cit.*, p.10.

Efficacité des sanctions

Une sanction économique doit représenter un désavantage pour le pays-cible sur lequel le pays sanctionnant souhaite exercer une pression. Il peut s'agir de lui faire perdre un avantage en réduisant ou en supprimant des crédits, ou de détériorer sa situation économique ou politique en l'empêchant, par exemple, d'exporter les matières premières qui constituent sa principale source de revenu. C'est pourquoi la notion de sanction économique renvoie, dans la plupart des cas, à celle d'embargo qui, au sens strict, désigne la suspension des exportations en direction du pays ciblé. Dans un sens extensif, l'embargo inclut le **boycott**, c'est-à-dire la suspension des importations en provenance du pays sanctionné. Lorsque les sanctions visent des biens susceptibles de renforcer le potentiel militaire du pays-cible, l'embargo est dit « stratégique ». Il ne doit pas être confondu avec le **blocus**, qui définit un ensemble de mesures plus larges et plus contraignantes dont le but est d'interrompre toutes les relations économiques, commerciales et financières d'un pays avec le reste du monde. Ainsi, l'embargo ne concerne que deux pays, celui qui sanctionne et celui qui est sanctionné, alors que le blocus a un effet sur les pays tiers, empêchés par le pays sanctionnant de commercer avec le pays sanctionné⁵.

La question de l'efficacité d'une sanction dépend d'abord du lien entre l'objectif recherché et le type de sanction choisi. « Le choix de l'objet peut jouer pour beaucoup dans la réussite d'une sanction, écrit Marie-Hélène Labbé. Il faut d'abord avoir la plus grande maîtrise possible de l'offre de l'objet visé, mais il faut aussi choisir un objet qui fasse "mal" à l'État-cible, au moins ponctuellement, et plus sûrement à long terme.⁶ » Afin d'être efficace, l'embargo doit, premièrement, porter sur un produit nécessaire ou indispensable à l'économie du pays visé et, deuxièmement, porter sur un produit dont le pays sanctionnant maîtrise au moins le commerce international.

5 Pour ce paragraphe, voir : Labbé, *op.cit.*, p. 5.

6 *Op.cit.*, p. 15.

Or c'est rarement le cas, et les sanctions unilatérales sont généralement vouées à l'échec. Le multilatéralisme, au contraire, offre de meilleures garanties à deux niveaux. D'une part, l'association de plusieurs pays permet un contrôle plus efficace de la production et du commerce du bien concerné par l'embargo. D'autre part, un soutien international à un train de sanctions est toujours gage d'une certaine crédibilité, et on comprend facilement que des pays tiers, non impliqués dans le conflit, se détournent d'un pays subissant un embargo imposé par une coalition. Toutefois, si le multilatéralisme est un élément fondamental de l'efficacité d'une sanction, il en est aussi « le maillon faible »⁷, et la coopération tend à s'étioler à mesure que le temps s'écoule et que les effets attendus tardent à se faire sentir.

Dernier élément à prendre en compte : le soutien de la population aux sanctions. Bien sûr, il n'a pas d'effet direct sur l'efficacité de l'embargo, mais les dirigeants des pays démocratiques ne sauraient se lancer dans une politique extérieure largement désapprouvée par leurs électeurs. La justification des sanctions internationales est donc un moment clé qui conditionne le soutien de l'opinion publique. Celle-ci se soucie en effet des conséquences que peut avoir l'embargo, non seulement sur son quotidien, mais aussi sur les conditions de vie de la population dans le pays visé : le recours à l'arme économique en remplacement de la force militaire n'a aucun sens si les populations civiles souffrent autant dans les deux cas. C'est pourquoi les sanctions ciblent de plus en plus des personnes physiques ou morales, des groupes particuliers (responsables gouvernementaux, personnes responsables d'agissements répréhensibles) afin d'épargner les populations en général⁸. La distinction opérée, quand il s'agit d'un État, entre gouvernants à sanctionner et gouvernés à épargner ou, dans le cas d'organisations terroristes, entre oppresseurs et opprimés, est louable. Toutefois, la question de l'efficacité réelle de ces sanctions ciblées reste ouverte. S'il semble légitime de geler les avoirs des dirigeants d'un groupe terroriste au lieu de placer la population qu'ils terrorisent sous embargo, les civils peuvent aussi être victimes de représailles. De même, couper l'accès des banques d'un pays aux marchés financiers internationaux peut avoir des répercussions sur son activité économique et, en dernier ressort, sur le quotidien de la population.

⁷ *Ibid.*, p. 19.

⁸ Voir : Baumard, *op.cit.*, p. 17.

*Typologie des sanctions*⁹

Les sanctions internationales n'ont pas toutes un caractère économique ou financier. Il existe notamment des sanctions militaires (suspension de programmes d'entraînement), diplomatiques (annulation de visas), culturelles (boycott d'un festival) ou sportives (interdiction à des sportifs de participer à une compétition). Toutefois, lorsqu'il s'agit d'isoler un pays et de porter un coup à son économie, les sanctions financières et commerciales sont les plus efficaces. Comme elles offrent une grande variété de possibilités, elles permettent aussi de cibler, en fonction du but recherché, un ou plusieurs secteurs, et il est même possible de limiter leur application à des personnes précises.

Les sanctions financières permettent de limiter plus facilement les conséquences négatives pour les populations civiles. Voici quelques-unes des mesures qui peuvent être prises aussi bien à l'encontre d'un État que de personnes physiques ou morales :

- **gel des avoirs** (saisie* des avoirs, interdiction de retrait de dépôts bancaires ou d'autres avoirs financiers) ;
- contrôle sur l'importation et l'exportation de capitaux (restrictions concernant les personnes pouvant effectuer des transferts de capitaux, les motifs valables et les montants autorisés) ;
- suspension des aides ;
- expropriation* ;
- taxation discriminatoire des avoirs ;
- restriction de l'accès aux marchés financiers.

Les sanctions commerciales portent principalement sur trois objets : les matières premières (produits énergétiques, minerais, produits alimentaires), les technologies et les conditions commerciales. Elles regroupent un certain nombre de mesures qu'on peut

⁹ Voir : Baumard, *op.cit.*, p. 27 ; Labbé, *op.cit.*, pp. 12-13.

considérer, d'une certaine manière, comme des variations sur le thème de l'embargo. S'il ne s'agit pas toujours d'interdire *stricto sensu* l'achat ou la vente d'un bien, le but reste d'en perturber le commerce à des degrés divers et par différents moyens :

- augmentation* des droits de douane frappant la production du pays-cible ;
- discrimination* tarifaire ;
- institution de quotas* ;
- refus de l'octroi de licences, entraînant l'impossibilité d'importer ou d'exporter un bien ;
- embargo sectoriel.

Les acteurs des sanctions

Les sanctions économiques touchant des États, des groupes de personnes (personnes morales, groupes terroristes) ou des particuliers sont prises au niveau international, régional ou étatique.

Les grandes organisations internationales, du FMI à la FIFA, sont toutes susceptibles de sanctionner les États qui ne respectent pas les règles du jeu. Toutefois, la principale source de sanctions reste le Conseil* de sécurité des Nations unies. En cas de menace contre la paix, « le Conseil de sécurité peut décider quelles mesures n'impliquant pas l'emploi de la force armée doivent être prises pour donner effet à ses décisions. Celles-ci peuvent comprendre l'interruption complète ou partielle des relations économiques et des communications ferroviaires, maritimes, aériennes, postales, télégraphiques, radioélectriques et des autres moyens de communication, ainsi que la rupture des relations diplomatiques »¹⁰. Ces mesures doivent être efficaces et conformes aux principes du droit international. Un comité des sanctions est créé *ad hoc* afin de surveiller le processus d'élaboration des sanctions et leur application¹¹.

¹⁰ *Charte des Nations Unies*, article 41.

¹¹ Voir : Baumard, *op.cit.*, p. 34.

Au niveau régional, l'Union européenne tend à agir en conformité avec le Conseil de sécurité de l'ONU, même si elle garde une certaine indépendance dans bien des cas. Les orientations de sa politique extérieure et les modes de décision aboutissant à des sanctions feront l'objet de la deuxième partie de notre exposé.

La politique extérieure de l'Union européenne et les sanctions

La politique extérieure de l'UE : les grands principes

L'Union européenne trouve sa source dans la volonté d'unir les peuples d'Europe afin qu'ils ne se fassent plus la guerre, et dans l'idée que la réalisation de ce projet passe par la création d'un espace économique commun. Cette double inspiration, à la fois idéaliste et pragmatique, marque encore aujourd'hui la politique de l'UE, à l'intérieur comme à l'extérieur de ses frontières. Ainsi, en vertu de l'article 3 du Traité* sur l'Union européenne « l'Union a pour but de promouvoir la paix, ses valeurs et le bien-être de ses peuples » et elle « établit un marché intérieur ». L'action extérieure de l'UE, définie à l'article 21, s'articule autour, d'une part, des grands principes que sont la démocratie, l'État de droit, les droits de l'homme et les libertés fondamentales, et, d'autre part, d'objectifs participant de l'organisation de la sécurité collective : respect du droit international et des principes de la charte des Nations unies, développement durable, intégration de tous les pays à l'économie mondiale, etc. « Même si l'Union européenne n'est pas en elle-même une organisation de sécurité collective (contrairement à l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, qui regroupe cinquante-six États* membres, de Vancouver à Vladivostok), écrit le diplomate et politologue Maxime Lefebvre, elle s'articule avec cette idée d'un monde en paix régi par le droit et les institutions multilatérales¹². »

12 Lefebvre, Maxime, *La politique étrangère européenne*, Paris : PUF, 2011, p. 11.

Les premiers concernés par les velléités pacificatrices de l'UE sont ses plus proches voisins : « pour assurer sa propre stabilité, l'UE [doit] s'entourer de voisins stables »¹³. La Politique* européenne de voisinage (PEV) est créée en 2004 avec pour objectif de stabiliser les États et les sociétés de l'espace proche (pourtour méditerranéen, frontières orientales de l'Europe, Caucase) en les incitant à effectuer des réformes pour accéder au grand marché intérieur, à se doter d'institutions responsables devant les citoyens et à s'acheminer ainsi vers la démocratie. Elle repose sur un système d'échange de bons procédés : l'UE octroie des avantages économiques pour récompenser des réformes politiques. L'accord* de libre-échange à l'origine des bouleversements que connaît actuellement l'Ukraine s'inscrivait dans ce cadre : la signature de cet accord, qui incluait notamment la libéralisation de l'octroi des visas et une mise aux normes des produits ukrainiens afin de leur permettre l'accès au marché européen, devait venir récompenser l'Ukraine pour la réforme de son système judiciaire, imposée par l'UE¹⁴.

La politique étrangère et de sécurité commune (PESC)

Si l'UE donne parfois l'impression « [d'additionner] les mesures, voire les gestes politiques sans jamais les inscrire dans une ambition et des perspectives à moyen et long terme »¹⁵, ce manque de cohérence ou de perspective est sans doute imputable au caractère composite d'une union à vingt-huit pays dont chacun conserve sa propre politique extérieure. En la matière, c'est aux chefs d'États et de gouvernements réunis en Conseil* européen qu'il revient de s'accorder : « Sur la base des principes et objectifs énumérés à l'article 21, le Conseil européen identifie les intérêts et objectifs stratégiques de l'Union¹⁶. » Le processus décisionnel relevant de la méthode dite « intergouvernementale », les décisions sont prises à l'unanimité*.

13 Le Gloannec, Anne-Marie, « L'Union européenne et ses voisins », in Dehousse, Renaud (dir.), *L'Union européenne*, s.l. : Documentation française, 2014, p. 280.

14 *Ibid.*, pp. 285-286.

15 *Ibid.*, p. 279.

16 Traité sur l'Union européenne, article 22.

Différents acteurs interviennent en matière de politique extérieure. Le Conseil européen définit les lignes stratégiques, il s'exprime par des conclusions et des déclarations qui orientent la politique étrangère et de sécurité commune. Le président du Conseil est l'interlocuteur privilégié des États tiers et s'exprime sur des dossiers touchant à différents domaines, telles les sanctions économiques (à la fois politique étrangère, économique et commerciale). De son côté, le Haut représentant pour les affaires étrangères et la politique de sécurité conduit la PESC* et préside le Conseil* des affaires étrangères, tout en assurant la cohérence de l'ensemble de l'action extérieure de l'UE en sa qualité de vice-président de la Commission* européenne¹⁷. Enfin, le Parlement européen n'est pas absent. Certes, il n'a aucun pouvoir de décision, mais il débat, il vote des résolutions, il exprime des avis*, il adopte des rapports, il auditionne des responsables politiques et il se tient informé des opérations de l'Union : il joue son rôle de représentant de l'« opinion européenne »¹⁸.

Les positions et objectifs définis par le Conseil* de l'Union européenne doivent être défendus « activement et sans réserve » par tous les États membres « dans un esprit de loyauté et de solidarité »¹⁹. Cependant, l'action extérieure de l'UE est compliquée à la fois par le fait, comme nous l'avons dit, que la politique étrangère n'est pas une compétence exclusive de l'Union – par conséquent les États membres conservent une certaine autonomie de côté-là –, mais aussi par la distinction entre deux types de politiques externes : les politiques externes de nature principalement économique sont régies par la méthode communautaire, alors que la PESC, de nature politique et militaire, fonctionne sur une base intergouvernementale. Cela signifie que, d'une part, pour tout ce qui touche à la politique, à la diplomatie, à la défense, l'action extérieure de l'UE s'ajoute à celle des États sans la remplacer, et, d'autre part, qu'en matière de commerce, compétence intégrée de l'UE, les règlements* supranationaux s'imposent aux États²⁰.

17 Lefebvre, *op.cit.*, p. 37.

18 *Ibid.*, p. 43.

19 Traité sur l'Union européenne, article 24.

20 Terpau, Fabien, « L'action extérieure de l'Union européenne », in Dehousse, Renaud (dir.), *L'Union européenne*, s.l. : Documentation française, 2014, p. 265.

Les sanctions de l'Union européenne

« Les réactions d'indignation, de condamnation, d'appel à la retenue lors d'un conflit, sont de peu d'effet quand elles ne sont pas soutenues par une action diplomatique et des moyens coercitifs »²¹. Or l'adoption de sanctions économiques, un des rares moyens de coercition à disposition, relève, dans les conditions présentées précédemment, de deux niveaux de compétence et de deux processus décisionnels différents : pour décréter un embargo, il faut une décision du Conseil européen (PESC) doublée d'un règlement communautaire (politique commerciale). C'est alors à la Commission européenne de proposer un texte sur lequel le Conseil statue à la majorité* qualifiée après consultation du Parlement²².

Les règlements sont des instruments d'uniformisation juridique, ils créent des droits et des obligations et s'intègrent au droit interne des États membres, conformément aux traités européens. Une fois entré en vigueur, un règlement imposant des mesures restrictives est contraignant et d'application directe sur le territoire national : il l'emporte sur toute disposition contractuelle incompatible²³.

Depuis la fin des années 1990, les sanctions sont généralement adoptées pour une durée limitée afin d'empêcher qu'un pays en bloque la levée pour une raison quelconque²⁴. En général, le Conseil européen définit une période à l'issue de laquelle les mesures doivent faire l'objet d'une révision. Elles sont alors prolongées ou abrogées. Elles peuvent être modifiées de trois manières :

- modification par un acte de même nature (à noter que, depuis le Traité* de Lisbonne, les positions* communes ne sont plus des actes juridiques, et qu'elles doivent être modifiées, abrogées ou prolongées par une décision prise dans le cadre de la PESC) ;

- amendement* par un acte d'exécution en fixant les modalités (par exemple, la liste des personnes visées par une mesure) ;

21 *Op.cit.*, p. 69.

22 Notons que, dans les cas où la mise en place de mesures restrictives ne relève pas des compétences de l'UE (par exemple les embargos militaires), il revient directement aux États de se conformer aux décisions de la PESC.

23 Voir : Baumard, *op.cit.*, p. 45 sq.

24 Lefebvre, *op.cit.*, p. 78.

- abrogation et remplacement par un acte de même nature²⁵.

L'Union européenne s'efforce d'adopter des mesures restrictives qui ne touchent pas directement les populations afin de « réduire au maximum les conséquences négatives pour les personnes qui ne sont pas responsables des politiques ou actions qui ont conduit à l'adoption de sanctions »²⁶. Elle cible principalement des gouvernements, des personnes morales ou physiques qui soutiennent les politiques mises en cause, à travers des mesures restrictives diplomatiques (interruption des relations diplomatiques, rappel des représentants de l'UE et des États membres) et, surtout, économiques :

- interdiction de financement d'entreprises spécifiques (interdiction d'octroyer un prêt, d'acquérir ou d'augmenter une participation, de créer une coentreprise, etc.) ;

- interdiction de décaissement ou de paiement au profit d'un État ou d'entités publiques qui lui sont liées (interdiction de mise à disposition de fonds dans le cadre d'un prêt ou d'un financement) ;

- gel et interdiction de mise à disposition de fonds ;

- interdiction de fournir des services d'investissement (réception et transmission d'ordres, gestion de portefeuille, placement d'instruments financiers, etc.) ;

- interdiction de financement en rapport avec des biens soumis à embargo ;

- interdiction de fournir une assistance technique ou des services de courtage, notamment sur des matériels prohibés ou des produits sous embargo ;

- interdiction de fabriquer des pièces et des billets ;

- interdiction d'acheter ou de vendre des titres d'un État sanctionné.

Au 17 janvier 2017, trente-huit États étaient visés par des mesures restrictives²⁷. La plupart sont des États « considérés comme difficiles dans les relations internationales »²⁸, par exemple la Corée du Nord ou l'Iran. Dans certains pays, théâtres d'une crise ou d'un conflit,

25 Voir : Baumard, *op.cit.*, p. 63.

26 Sanctions : comment et quand l'UE adopte des mesures restrictives.
<http://www.consilium.europa.eu/fr/policies/sanctions/> (consulté le : 08.04.17).

27 Liste disponible en ligne : https://eeas.europa.eu/topics/sanctions-policy/8442/consolidated-list-of-sanctions_en (consulté le 10.04.17).

28 Nivet, Sébastien, « Les sanctions internationales de l'Union européenne : *soft power*, *hard power* ou puissance symbolique ? », *Revue internationale et stratégique* 2015/1 (n°97), p. 131.

comme la Côte d'Ivoire ou l'Afghanistan, des entités particulières sont l'objet des sanctions. Notons aussi la présence dans la liste de trois grandes puissances, les États-Unis (mesures de protection contre les conséquences des lois extraterritoriales adoptées en 1996), la Chine (embargo sur les armes depuis 1989) et la Fédération de Russie (sanctions diverses en lien avec la crise ukrainienne). Un constat à même de « [nuancer] l'idée reçue selon laquelle ne sont sanctionnés [par l'UE] que des États ou des acteurs faibles »²⁹.

Si, après la Seconde Guerre mondiale, l'idée fondatrice de la future Union européenne était de créer un marché* commun pour pousser les Européens à vivre en paix, force est de constater que, de plus en plus, l'UE tente d'imposer la paix au-delà de ses frontières, à ses conditions, pour protéger son marché intérieur. Cette nouvelle orientation n'a rien d'étonnant : *si vis pacem, para bellum*, prévient l'adage. Mais outre le fait que l'UE ne dispose pas d'une armée lui permettant d'assumer pleinement une politique extérieure qui ne pourra pas reposer éternellement sur la diplomatie et l'arme économique, l'invocation de la démocratie, de l'État de droit et des libertés fondamentales, afin de justifier une intervention dans la politique intérieure d'un État tiers, peut laisser perplexe. On peut notamment avoir des doutes quant à l'honnêteté intellectuelle d'une démarche consistant à déguiser une guerre (quelles qu'en soient les armes, conventionnelles ou économiques) en défense des principes et des idéaux universels, dès lors que le « défenseur des droits » n'est pas opprimé sur son propre territoire. Car ces grands principes – on l'oublie trop souvent – ne sont reconnus que par une petite partie de l'humanité, et ni les Irakiens, ni les Libyens (pour ne parler que de l'Histoire récente) ne savent gré aux Occidentaux de la chute de leurs dictateurs. D'une certaine manière, les justifications apportées par l'UE à sa politique de sanctions sont aussi fondées que celles invoquées par la Russie en faveur du rattachement de la Crimée : « vérité au-deçà des Pyrénées, erreur au-delà »³⁰.

29 *Ibid.*

30 Pascal, Blaise, *Pensées*, Br. 294.

La guerre de sanctions entre l'UE et la Russie

La crise ukrainienne

Fin 2013, le refus du président ukrainien, Viktor Ianoukovitch, de signer un accord* d'association entre son pays et l'Union européenne, provoque une vague de protestation qui part de Kiev (rassemblements place Maïdan) et se propage dans l'ouest du pays. Dans la capitale, les affrontements entre manifestants et forces de l'ordre font une centaine de morts, tandis que des tensions apparaissent dans l'est du pays, avec le soulèvement de mouvements séparatistes, notamment à Lougansk et Donetsk (région du Donbass). Après la fuite du président ukrainien, le gouvernement d'intérim entretient le climat antirusse, notamment en menant une campagne contre la langue russe, qui perd son statut de langue d'État. En Crimée, où l'ethnie russe est majoritaire, et où sont installés une base navale et des aéroports militaires russes, des opposants au nouveau gouvernement et des hommes armés s'emparent de bâtiments officiels sur lesquels ils hissent le drapeau russe. Lors d'un référendum organisé le 16 mars, la population se prononce en faveur du rattachement de la péninsule à la Russie. Le 21 mars 2014, la république de Crimée devient « sujet » de la Fédération de Russie. Les combats continuent dans le Donbass en dépit des accords de Minsk 1 et 2 signés en septembre 2014 puis février 2015.³¹

31 Chronologie reprise de : <http://www.diploweb.com/La-crise-en-Ukraine.html> (consulté le 11.04.17)

Sanctions européennes³², contre-sanctions russes

Ni l'UE ni l'ONU ne reconnaissent le résultat du référendum, jugé illégal, et le rattachement de la Crimée à la Russie. En réaction à cette « annexion »³³, l'Union européenne adopte, le 6 mars 2014, des mesures restrictives (interdiction de pénétrer sur le territoire de l'UE et gel des avoirs dans les pays de l'Union) à l'encontre de vingt et une personnalités russes et ukrainiennes. La liste des personnes visées par ces sanctions s'élargit au cours des mois suivants. Le 23 juin, le Conseil européen décide d'interdire l'importation de marchandises en provenance de Crimée et, le 16 juillet, il demande à la Banque européenne d'investissement (BEI) et à la Banque européenne pour la recherche et le développement (BERD) de suspendre la signature de nouvelles opérations de financement dans la Fédération de Russie. La Commission est aussi invitée à réexaminer les programmes de coopération bilatérale entre l'UE et la Russie et, éventuellement, d'en suspendre la mise en œuvre.

Fin juillet, un nouveau train de mesures économiques est approuvé :

- restriction de l'accès de la Russie aux marchés des capitaux de l'UE (interdiction, pour les ressortissants et les sociétés de l'UE, d'acheter ou de vendre des obligations, des actions ou des instruments financiers similaires nouveaux dont l'échéance est supérieure à quatre-vingt-dix jours, émis par un certain nombre d'établissements financiers russes) ;
- embargo sur les importations et les exportations d'armements* et de matériel connexe en provenance et à destination de la Russie ;
- interdiction des exportations de biens et de technologies à double usage destinés à une utilisation militaire en Russie ou à des utilisateurs finaux militaires russes ;

32 Les documents officiels (conclusions, déclarations) sont accessibles en ligne, aux dates indiquées, à partir de la chronologie présentée sur le site du Conseil européen : <http://www.consilium.europa.eu/fr/policies/sanctions/ukraine-crisis/history-ukraine-crisis/> (consulté le 11.04.2017)

33 Voir, par exemple, les conclusions du Conseil européen des 20 et 21 mars 2014. Document disponible en ligne : <http://www.consilium.europa.eu/fr/meetings/european-council/2014/03/20-21/> (consulté le 11.04.2017)

- restriction des exportations vers la Russie de certains équipements et technologies liés au domaine de l'énergie, désormais soumises à une autorisation préalable (les licences d'exportation étant refusées pour les produits destinés à l'exploration et à la production de pétrole en eaux profondes ou dans l'Arctique, ainsi que pour les projets dans le domaine du schiste bitumineux en Russie) ;

- interdiction de procéder à de nouveaux investissements en Crimée et à Sébastopol dans un certain nombre de domaines (infrastructures de transports, télécommunications, énergies, exploitation des ressources pétrolières, gazières et minières)³⁴.

Lors des réunions suivantes du Conseil, certaines de ces mesures sont renforcées. Par exemple, l'échéance des produits financiers interdits est ramenée à trente jours et un certain nombre d'entreprises, en particulier dans le secteur de la défense et de l'armement, se voient interdire l'accès aux marchés financiers européens.

Ainsi, le Conseil européen « adresse un signal fort aux dirigeants de la Fédération de Russie : le prix à payer pour la déstabilisation de l'Ukraine, ou de tout autre voisin d'Europe de l'Est, pèsera lourdement sur son économie. La Russie va se retrouver de plus en plus isolée par ses propres actions »³⁵.

En mars 2015, l'UE conditionne la levée des sanctions économiques au respect de l'intégralité des accords de Minsk. La situation n'évoluant pas, ou peu, dans l'est de l'Ukraine et en Crimée, les divers trains* de sanctions sont régulièrement prorogés de six mois³⁶.

La Fédération de Russie a réagi aux sanctions occidentales, premièrement en interdisant, dès mars 2014, l'entrée sur son territoire à un certain nombre de personnalités, et deuxièmement en déclarant, en août³⁷, un embargo d'un an sur toute une liste de produits

34 La Crimée n'étant pas reconnu par l'UE comme sujet de la Fédération de Russie, ce dernier point n'est pas redondant avec d'autres mesures précédemment citées.

35 Déclaration du président du Conseil européen Herman Van Rompuy et du président de la Commission au nom de l'UE concernant les mesures restrictives supplémentaires prises à l'encontre de la Russie, 29 juillet 2014.

36 Au 10 avril 2017, le gel des avoirs et l'interdiction de pénétrer sur le territoire de l'UE, concernent 150 personnes et 37 entités, et ont été prorogés jusqu'au 15 septembre 2017 ; les sanctions économiques visant des secteurs de l'économie russe sont en vigueur jusqu'au 31 juillet 2017 ; les sanctions touchant la Crimée le sont jusqu'au 23 juin 2017.

37 Décret du président de la Fédération de Russie n° 560 du 6 août 2014.

alimentaires en provenance de l'Union européenne et d'autres pays qui ont instauré des sanctions à son encontre : le Canada, l'Australie et la Norvège. Sont touchées les importations de produits à base de viande bovine, de mouton, de porc et de volaille, le poisson, le lait et les produits laitiers ainsi que certains fruits, légumes et fruits secs³⁸. Ces mesures sont par la suite reconduites, et les listes de personnes et de pays ciblés – élargies.

Conséquences économiques

Laissons de côté la question de l'effet et de l'efficacité des sanctions. La situation en Ukraine n'a pas beaucoup évolué depuis leur adoption, et les déclarations, côté russe comme européen, sur les coups portés par les sanctions à l'économie des pays de l'UE ou à la Russie, relèvent souvent d'un positionnement idéologique sur la scène politique intérieure. On oublie trop facilement que les mesures de restriction et l'embargo s'inscrivent dans une conjoncture particulière, et qu'ils ne sont que des causes, parmi d'autres, d'une situation économique difficile.

En juin 2016, le Centre d'études prospectives et d'informations internationales publiait un rapport estimant à 60,2 milliards de dollars, pour les pays occidentaux (76,6 % du total concernent les pays de l'UE), les pertes liées aux sanctions en 2014-2015³⁹. Or l'analyse révèle des mécanismes plus subtils que le simple lien de causalité sanctions / pertes. Deux éléments ont retenu notre attention. Premièrement, une part non négligeable de la chute des exportations européennes vers la Russie est liée à la crise économique que le pays connaît depuis quelques années⁴⁰ : les sanctions n'ont fait qu'accélérer une tendance. Deuxièmement, la part des pertes liées à la baisse des exportations est moins importante pour les marchandises sous embargo que pour les produits non concernés par les contre-sanctions russes. Parmi les

38 « Prodovolstvennoe embargo : itogi 2015 goda » [Embargo alimentaire : bilan de l'année 2015], Direction de la politique de concurrence, Centre analytique près le gouvernement de la Fédération de Russie, Rapport d'analyse, avril 2016, p. 7. Accessible en ligne : <http://ac.gov.ru/files/publication/a/8972.pdf>

39 Crozet, M., Hinz, J., « Collateral Damage: The impact of the Russia sanctions on sanctioning countries' exports » [Dommages collatéraux : l'effet des sanctions russes sur les exportations des pays à l'origine de sanctions], CEPII, 2016, p. 5.

40 *Ibid.*, p. 28, n. 39.

explications possibles de ce phénomène, les auteurs écartent comme négligeables le changement des préférences des consommateurs russes en faveur de produits locaux (sorte de patriotisme consumériste) et l'instabilité politique qui pousserait le monde des affaires russe à se refermer sur lui-même⁴¹. Selon les deux économistes, les sanctions financières adoptées par les pays occidentaux jouent un rôle bien plus important : non seulement les banques russes sont privées de ressources à mettre à la disposition des entreprises locales, mais les prorogations régulières des sanctions, assorties de modifications concernant les personnes physiques ou morales qu'elles ciblent, créent un climat d'incertitude peu propice à l'investissement⁴².

La Russie fait face à une situation analogue : ses propres sanctions ont aussi des répercussions à l'intérieur du pays. Début février 2017, Sergueï Lavrov, ministre des Affaires étrangères, justifiait l'**embargo alimentaire** par la nécessité d'éviter que les producteurs russes, privés d'investissements occidentaux, subissent, sur le marché local, une concurrence déloyale de la part de leurs homologues étrangers non soumis aux mêmes restrictions⁴³. Toutefois, les **contre-mesures** du gouvernement russe pénalisent avant tout les consommateurs russes et de nombreuses entreprises du secteur agroalimentaire. L'embargo a provoqué « une diminution de la diversité – et, dans de nombreux cas, de la qualité – des produits disponibles, un renchérissement des prix alimentaires, ainsi que le développement de la contrebande* »⁴⁴. En outre, la sécurité* alimentaire du pays, sans être menacée, est remise en question : au début de la crise, environ 30 % des produits alimentaires en vente sur le marché russe étaient importés⁴⁵, un chiffre qui s'élevait à 79 % pour la viande de bœuf et 50 % pour le porc en provenance de l'UE⁴⁶.

41 *Ibid.*, pp. 32-33.

42 *Ibid.*, pp. 36-37.

43 « Lavrov rasskazal, potchemou Rossia vvela otvetnye mery na sanktsii ES » [Lavrov explique pourquoi la Russie a pris des mesures en réponse aux sanctions de l'UE], RIA Novosti, 05.02.17. Accessible en ligne : <https://ria.ru/economy/20170205/1487215407.html> (Consulté le 12.04.17)

44 Vercueil, Julien, « Au risque du politique. Situation et perspectives économiques de la Russie en 2015 », in Dubien, Arnaud (dir.), *Regards de l'Observatoire franco-russe 2015*, Paris : Le cherche midi, 2015, p. 23.

45 Prassolov, Valeri, « Riski prodovolstvennoi bezopasnosti Rossii v ousloviakh sanktsii » [Les risques pour la sécurité alimentaire de la Russie dans le contexte des sanctions]. Accessible en ligne : <https://sibac.info/conf/social/lvii/46564> (consulté le 12.04.17)

46 Nefedova, Tatiana, « L'agriculture russe : un nouveau départ ? », in Dubien, *op.cit.*, p. 82.

Cette situation s'explique notamment par les chaînes de livraison mises en place ces dernières décennies, qui reposent essentiellement sur les grosses entreprises, souvent endettées, celles qui sont les plus affectées par les sanctions européennes⁴⁷. Jusqu'ici, il était plus commode, pour les magasins des villes, de travailler avec de grosses sociétés importatrices, alors que les petites exploitations installées dans les campagnes n'arrivent pas à écouler leur production, faute de débouchés⁴⁸. Il est donc nécessaire de réformer les canaux de distribution, sans quoi aucune politique de substitution d'importation n'est possible.

La question de la **diversification** de la production n'est pas nouvelle en Russie, et nombre d'économistes regrettent que les pouvoirs publics n'aient pas profité de la prospérité des années 2000 pour entamer des réformes dont la nécessité est aujourd'hui encore plus évidente. Dans le contexte actuel, la recherche de nouveaux fournisseurs étrangers, au lieu de « remettre en ordre la logistique dans le pays »⁴⁹ ne laisse pas d'étonner, alors que certains secteurs, comme la production de fromages, montrent des résultats encourageants en matière de substitution d'importation⁵⁰. Nul doute que la volonté de l'État russe et sa capacité à soutenir financièrement le développement des entreprises locales constitueront une des clés de la guerre de sanctions que se livrent actuellement la Russie et les pays occidentaux.

Conclusion

Nous ne prétendons pas avoir épuisé le sujet des sanctions économiques et du règlement de la crise ukrainienne, loin de là. La substitution d'importation, par exemple, mériterait un traitement à part qui dépasse le cadre de notre exposé⁵¹. Elle fait partie d'un ensemble de réponses, liées les unes aux autres, au problème que pose l'instauration de sanctions

47 *Ibid.*, p. 92.

48 *Ibid.* p. 83.

49 *Ibid.*, pp. 93-94.

50 Akimov, Aleksandr, « Sanktsii zapada i otvetnye mery Rossii : prodovolstvie i stankostroenie » [Sanctions occidentales et contre-mesures russes : le cas des produit alimentaire et des machines-outils], in *Zapad – Vostok – Rossia 2015*, Moscou, 2015, p. 37

51 Voir, par exemple : Zagachvili, Vladislav, « Diversifikatsia rossiïskoï ekonomiki v ousloviakh sanktsii » [La diversification de l'économie russe dans le contexte des sanctions], in *Mirovaïa ekonomika i mejdunarodnye otnoçhenia*, tome 60, N° 6, Moscou : IMEMO RAN, 2016, pp. 52-60.

économiques. Comment, par exemple, diversifier sa production sans accès aux principaux marchés de capitaux ? Pour la Russie, la tentation est grande de se tourner vers la Chine, mais Pékin n'a aucun intérêt à se montrer spécialement conciliante, et Moscou n'est pas en position de force pour négocier.

Nous aurions pu aussi insister sur les faiblesses des « belligérants », révélées par l'usage de l'arme économique. D'une part, la Russie semble découvrir aujourd'hui ce que ses dirigeants font mine d'ignorer depuis tant d'années, la nécessité de réformer son système économique. D'autre part, la solidarité de façade entre États membres de l'UE et la faiblesse de la diplomatie européenne font craindre le pire, entre Brexit, guerres au Proche-Orient et accueil des réfugiés.

Enfin, une analyse linguistique du conflit pourrait apporter un éclairage significatif de la situation. On pourrait, par exemple, réfléchir à l'absence de mot russe pour parler des sanctions (« санкция » est un emprunt) et à l'emploi de l'euphémisme « mesures restrictives » préconisé par l'UE. Il serait aussi intéressant d'analyser les discours des dirigeants politiques et des journalistes afin d'expliquer pourquoi, d'un côté, l'opinion publique européenne n'a qu'une idée vague des termes réels d'un conflit pourtant régulièrement traité dans les médias⁵² et, de l'autre, comment se construit la vision, partagée par de nombreux Russes, d'une Russie assiégée et agressée alors qu'elle serait coupable seulement d'avoir tenté de rétablir l'ordre en Ukraine et de récupérer son bien en Crimée.

52 En particulier, comment se fait-il que nombre de lecteurs de la presse, auditeurs de radios sérieuses et téléspectateurs réguliers du journal télévisé sont persuadés que l'embargo alimentaire est une mesure prise par l'Union européenne ?

II. TEXTE-SUPPORT ET TRADUCTION

Avertissement au lecteur

Le texte-support russe et sa traduction française sont placés en vis-à-vis, le premier à gauche, la seconde à droite.

Les termes figurant dans le lexique sont indiqués par un astérisque. Les termes du glossaire sont en gras. Les termes soulignés font l'objet d'une fiche terminologique. Seule la première occurrence de ces termes fait l'objet d'un repérage.

Российская экономика: в ожидании «дна кризиса»

Факторы риска: санкции и «нефтегазовый шок»

[1] В 2015 г. динамика российской экономики находилась под влиянием двух факторов, негативное влияние которых постепенно набирало силу. С одной стороны, под действием нарастающего санкционного давления радикально ухудшились условия экономического взаимодействия России с ведущими партнерами по торговому и инвестиционно-технологическому сотрудничеству. С другой стороны, устойчивое снижение мировых цен на сырьевые товары, в первую очередь энергоносители, привело к значительному сокращению экспортных доходов и бюджетных* поступлений. Прямой и косвенный (через резкое снижение курса рубля к ведущим мировым валютам) эффект соответствующих факторов оказался настолько глубоким, что заставил всерьез говорить об угрозах ослабления как краткосрочных, так и среднесрочных перспектив развития страны.

[2] Негативное влияние экономических санкций в наибольшей степени сказалось на возможностях привлечения внешних ресурсов для финансирования развития российской экономики. Если в 2013 г. объем новых внешних обязательств по финансовому счету платежного* баланса составил 16,6 млрд. долл., то в 2014 г. накопленные* внешние обязательства сократились на 48,9 млрд. долл., а в 2015 г. сопоставимое сокращение обязательств (на 46,8 млрд. долл.) было зафиксировано на протяжении одного только первого полугодия. Таким образом, в 2014-2015 гг. российская экономика не только не получала дополнительных внешних инвестиционных ресурсов, но и ускоряющимися темпами теряла то, что было инвестировано в нее из-за рубежа ранее. Приток **прямых иностранных инвестиций**, особенно важных для экономического развития с учетом их долгосрочного характера и тесной связи с **трансфертом** передовых зарубежных **технологий**, в первом полугодии 2015 г. сократился более чем в 5 раз по сравнению с аналогичным периодом предыдущего года и почти в 11 раз - по сравнению с январем-июнем 2013 г. Показательно, что падение инвестиционной привлекательности страны происходило на фоне устойчивого улучшения ее позиций в международном рейтинге Doing Business. В 2015 г. Россия поднялась на 51-ю позицию данного рейтинга, опередив не только все страны БРИКС, но и Израиль (53), Турцию (55) и Люксембург (61). В то же время по масштабу притока прямых иностранных инвестиций Россия далеко отстает от соответствующих экономик. Так, Бразилия (116-я позиция в рейтинге Doing Business) в первом полугодии 2015 г. привлекла прямых иностранных инвестиций почти на 31 млрд. долл. по сравнению с 4,3 млрд. долл. у России. Данный факт неизбежно дает повод для серьезных размышлений о том, что меры по улучшению инвестиционного климата в стране должны носить комплексный характер с учетом как экономических и административных, так и внешнеполитических факторов, определяющих решения инвесторов.

Économie russe : à quand le bout du tunnel ?

Les facteurs de risque : sanctions et « choc pétrogazier »

[1] En 2015, la dynamique de l'économie russe a subi l'influence croissante de deux facteurs dont les effets négatifs ont pris peu à peu de l'ampleur. D'une part, les relations économiques entre la Russie et ses principaux partenaires pour le commerce et le développement technologique se sont profondément dégradées sous la pression des sanctions. D'autre part, la baisse prolongée des cours des matières premières, notamment des énergies, a entraîné une réduction significative du revenu des exportations et des recettes* budgétaires. L'étendue des répercussions directes ou indirectes, avec la brusque dépréciation du rouble face aux principales devises mondiales, oblige à envisager sérieusement le risque d'un ralentissement du développement économique à court et moyen termes en Russie.

[2] Les sanctions économiques ont eu des conséquences négatives, principalement sur la capacité de la Russie à attirer des financements étrangers. Si le volet financier de la balance* des paiements affichait 16,6 milliards de dollars de nouveaux investissements étrangers en 2013, la dette* extérieure cumulée s'est réduite de 48,9 milliards de dollars en 2014 ; l'année suivante, un résultat comparable (contraction de 46,8 milliards de dollars) a été atteint en seulement un semestre. Ainsi, en 2014-2015, non seulement l'importation de capitaux s'est arrêtée, mais les fonds étrangers déjà investis dans l'économie russe ont fui le pays sur un rythme qui s'accélère. Les **investissements directs étrangers** (IDE), particulièrement importants pour le développement économique en raison de leur caractère de long terme et de leur lien étroit avec le **transfert de technologies** de pointe, ont été divisés au moins par cinq entre le premier semestre 2014 et le premier semestre 2015, et presque par onze depuis début 2013. Remarquons la concomitance entre cette chute de l'attractivité de la Russie pour les investisseurs étrangers et sa nette progression au classement international *Doing Business*. En 2015, le pays se hisse à la 51^e place, non seulement en tête des BRICS, mais aussi devant Israël (53^e), la Turquie (55^e) ou le Luxembourg (61^e). Cependant, la Russie reste loin derrière ces pays pour l'afflux d'IDE. Par exemple, le Brésil, 116^e au classement, a attiré, au premier semestre 2016, près de 31 milliards de dollars d'IDE, la Russie – 4,3. Il ressort de ce constat que l'amélioration du climat des affaires dans le pays passe par un ensemble de mesures prenant sérieusement en compte la situation politique extérieure, propre à orienter la décision des investisseurs, au même titre que les facteurs plus économiques et administratifs.

[3] Хотя наибольший ущерб был нанесен санкциями, введенными против российского финансового сектора (которые фактически лишили российские банки доступа к финансовым рынкам США и ЕС*) и отраслей нефтегазового* комплекса (где за немногими исключениями были свернуты проекты инвестиционно-технологического сотрудничества с ведущими зарубежными компаниями), системный эффект санкционного давления оказался существенно шире. С одной стороны, обусловленное санкциями сокращение доступности финансовых ресурсов нанесло удар по секторам экономики, которые сами по себе не являлись объектами санкционного давления. С другой стороны, введенные рядом зарубежных стран санкции негативно сказались на торгово-инвестиционных отношениях не только с этими странами, но и с другими странами-партнерами*, компании которых стали с большей осторожностью оценивать возможности реализации проектов сотрудничества с Россией из-за опасения обвинений в нарушении санкционных запретов со стороны ЕС и особенно США, а также из-за нарастания неопределенности перспектив развития российской экономики. С максимальной наглядностью данные обстоятельства проявились в сфере сотрудничества с Китаем, на которое в 2014 г. возлагались значительные надежды с точки зрения «компенсации» сжимающихся экономических связей с ведущими экономически развитыми странами. Однако уже в начале 2015 г. стало ясно, что условия предоставления финансовых ресурсов на рынке Китая оказались существенно более жесткими, чем на западных рынках. Фактически речь может идти почти исключительно о финансировании ведущими государственными банками КНР инвестиционных проектов, предполагающих развитие российского сырьевого экспорта в китайском направлении либо реализацию инфраструктурных проектов, опирающихся на использование китайской рабочей силы, оборудования и технологий. В свою очередь, готовность китайских компаний развивать проекты сотрудничества с Россией оказалась существенно ограниченной с учетом опасений, что активизация сотрудничества на российском направлении может негативно сказаться на перспективах бизнеса соответствующих компаний на рынках США. Вне зависимости от степени обоснованности подобных опасений, они получили широкое распространение в китайских деловых кругах и оказывают серьезное сдерживающее влияние на развитие российско-китайского сотрудничества.

[4] С учетом перечисленных обстоятельств можно констатировать, что воздействие экономических санкций на российскую экономику оказалось весьма значительным, хотя его масштаб не следует переоценивать. Существенно более значимую роль сыграло ухудшение ценовой конъюнктуры на глобальных сырьевых рынках, в частности, прогрессирующее падение цен на нефть под влиянием изменением баланса спроса и предложения на мировых рынках. В результате резкое сокращение претерпели экспортные доходы России. В январе-сентябре 2015 г. они снизились почти на треть (на 32,0%) по сравнению с аналогичным периодом предыдущего года, причем падение доходов от экспорта сырой нефти и природного газа оказалось еще более глубоким (на 42,8% и 40,3%, соответственно).

[3] Les sanctions ont causé d'importants dommages en ciblant le secteur financier russe et les différentes branches du complexe* pétrogazier : d'une part, les banques russes se voient pratiquement couper l'accès aux marchés financiers américains et européens, d'autre part, à de rares exceptions près, les projets d'investissement et de partenariat technologique avec les grandes compagnies étrangères ont été réduits. Néanmoins, l'effet systémique de la pression qu'elles exercent sur l'économie est bien plus large. Ainsi, les restrictions imposées concernant l'accès aux ressources financières ont touché des secteurs économiques qui ne faisaient pas particulièrement l'objet de sanctions. De leur côté, les mesures prises par un certain nombre de pays ont eu des répercussions négatives sur les relations commerciales et les partenariats d'investissement de la Russie, non seulement avec ces pays, mais avec d'autres États : dans la crainte d'être accusées par les États-Unis et, dans une moindre mesure, par l'Union* européenne (UE), d'enfreindre le régime de sanctions, et face aux incertitudes grandissantes concernant les perspectives de croissance de l'économie russe, les entreprises de ces États tiers redoublent maintenant de précautions dans l'analyse des projets de développement en Russie. Sur ce point, l'exemple de la Chine est édifiant. En 2014, Moscou faisait reposer sur une association avec Pékin ses sérieux espoirs de « compenser » la contraction* des échanges avec les principaux pays développés. Pourtant, dès le début de l'année 2015, il ne faisait aucun doute que les conditions pour l'octroi de ressources financières étaient sensiblement plus contraignantes sur les marchés chinois qu'occidentaux. Dans les faits, il était presque uniquement question d'investissements supportés par les grandes banques publiques chinoises et destinés soit au développement de l'exportation de matières premières russes vers la Chine, soit à la réalisation de projets d'infrastructures faisant appel à des technologies, de la main d'œuvre et des équipements chinois. Les entreprises chinoises sont restées finalement peu enclines à se lancer dans des partenariats avec la Russie au vu des risques qu'une telle orientation pourrait faire courir à leurs futures affaires potentielles aux États-Unis. Quoi qu'il en soit du bien-fondé de telles craintes, elles ont bénéficié d'un large écho dans les milieux d'affaires chinois et freinent considérablement le développement du partenariat russo-chinois.

[4] L'effet très significatif des sanctions sur l'économie russe est donc indéniable, même s'il convient de ne pas en surestimer l'importance. La dégradation générale de la conjoncture sur les marchés des matières premières a joué un rôle bien plus fondamental, en particulier la baisse progressive des cours du pétrole, conséquence d'un déséquilibre entre l'offre et la demande à l'échelle mondiale. La Russie a ainsi vu le revenu de ses exportations chuter brusquement. Les résultats pour la période de janvier à septembre marquent un recul de presque un tiers (-32%) en 2015 par rapport à l'année précédente ; la baisse est encore plus forte pour les exportations de pétrole brut et de gaz naturel (respectivement -42,8 % et -40,3 %).

[5] В этих условиях объем бюджетных доходов, генерируемых в нефтегазовом секторе, в январе-августе 2015 г. сократился до 8,6% ВВП (годом ранее он был более чем на 2 процентных пункта выше - 10,7% ВВП). Это привело к сокращению общих доходов федерального бюджета до 19,2% ВВП (по сравнению с 20,7% за аналогичный период предыдущего года), что с учетом роста бюджетных расходов с 18,5% ВВП до 21,1% ВВП обусловило появление бюджетного дефицита в размере 1,9% ВВП, в то время как годом ранее наблюдался профицит* в размере 2,1% ВВП. Нарастание бюджетных проблем и невозможность их решения исключительно за счет использования «подушек безопасности» в виде Резервного фонда и Фонда будущих поколений (объем которых с начала 2014 г. по начало ноября 2015 г. в долларовом выражении сократился на 24,8% и 17,1%, соответственно) побудили правительство к ряду жестких шагов, включая отказ от трехлетнего бюджетного планирования, урезание фактических расходов по сравнению с показателями, утвержденными бюджетом на 2015 г., и разработка проекта бюджета на 2016 г. исходя из уровня цен на нефть в 50 долл. за баррель. Согласно заявлению министра финансов РФ А.Силуанова, сделанному в ноябре 2015 г., в случае сохранения прежних параметров расходной части федерального бюджета ресурсы Резервного фонда могли быть исчерпаны уже в 2017 г., и финансирование бюджетного дефицита пришлось бы осуществлять из средств Фонда национального благосостояния. При этом первоочередными жертвами бюджетной экономии оказались расходы на здравоохранение и образование, суммарная доля которых, в соответствии с проектом бюджета на 2016 г., должна снизиться на 0,9 процентных пункта. С учетом общей динамики номинальных расходов федерального бюджета и ожидаемой динамики цен это означает, что в реальном выражении расходы на образование и здравоохранение будут сокращаться, что с неизбежностью негативно скажется на накоплении **человеческого капитала**, а значит, и долгосрочных перспективах роста российской экономики. В то же время существенно увеличивается доля ассигнований на общегосударственные вопросы, оборону и безопасность, что отражает прогрессирующее нарастание геополитических рисков в контексте неопределенности перспектив выполнения Минских соглашений о нормализации ситуации на востоке Украины, **экономической блокады** Крыма и военного участия России в разрешении сирийского кризиса.

[5] Dans ces conditions, les recettes budgétaires engendrées par le secteur des hydrocarbures ne représentent plus, sur les huit premiers mois de 2015, que 8,6 % du PIB, soit deux points de moins qu'en 2014 en glissement annuel (10,7 %). Par conséquent, le total des recettes au budget fédéral est en baisse, à 19,2 % du PIB, contre 20,7 % un an auparavant. Ajoutons une hausse des dépenses, de 18,5 % à 21,1 % du PIB, et voici formé un déficit budgétaire de 1,9 % du PIB en lieu et place de l'excédent* (+2,1 %) de 2014. Or il est impossible de remédier à l'accumulation de problèmes budgétaires par le seul recours aux « coussins de sécurité » que constituent le Fonds de réserve et le Fonds pour les générations futures, dont les volumes en dollars ont fondu respectivement de 24,8 % et 17,1 % entre novembre 2014 et novembre 2015. Anton Silouanov, ministre des Finances, déclarait en novembre 2015 qu'un maintien des dépenses fédérales au même niveau risquerait de tarir le Fonds de réserve dès 2017, ce qui obligerait à mobiliser les ressources du Fonds national de prospérité afin de financer le déficit budgétaire. Le gouvernement russe a donc été contraint de prendre une série de mesures radicales : entre autres, abandon du budget triennal, coupes dans les dépenses réelles après révision des indicateurs budgétaires 2015, élaboration d'un budget prévisionnel 2016 basé sur un baril de pétrole à 50 dollars. Principales victimes de ce resserrement budgétaire, les dépenses de santé et d'enseignement voient leur part cumulée baisser de 0,9 point dans le budget prévisionnel 2016. Si l'on prend en compte la dynamique générale des dépenses nominales prévues au budget et l'évolution probable des prix, cela signifie que les dépenses réelles d'enseignement et de santé vont diminuer, ce qui ne manquera pas d'affecter négativement l'accumulation* de **capital humain** et, par conséquent, les perspectives de croissance économique à long terme. Dans le même temps, l'augmentation sensible de la part assignée aux fonctions régaliennes, comme la défense et la sécurité, reflète la montée progressive des risques géopolitiques dans un contexte marqué par l'incertitude autour du respect des accords de Minsk pour la normalisation de la situation dans l'Est de l'Ukraine, le **blocus économique** de la Crimée et l'engagement armé de la Russie dans la résolution de la crise syrienne.

Основные тенденции экономической динамики

[6] Динамика основных экономических показателей в 2015 г. не давала поводов для оптимизма. Хотя темпы падения ВВП (-3,7% за январь-сентябрь 2015 г.) были существенно ниже, чем в 2009 г. (-7,6%), масштаб кризиса оказался очень серьезным. Необходимо обратить внимание на три обстоятельства. Во-первых, опережающие темпы падения были характерны для обрабатывающей промышленности, выпуск которой в январе-октябре 2015 г. сократился на 5,3% (в т.ч. продукции текстильного и швейного производства - на 12,8%, машин и оборудования - на 12,3%, транспортных средств - на 13,7%). Как следствие, в региональном аспекте максимально тяжелый удар кризиса пришелся по субъектам РФ, имеющим промышленную структуру специализации, за исключением регионов с высокой концентрацией предприятий оборонно-промышленного* комплекса (ОПК), выигравших от расширения государственного заказа в условиях нарастания геополитических рисков.

[7] Во-вторых, наблюдался рост как общей численности безработных в российской экономике (на 6,9% в январе-октябре 2015 г.), так и численности официально зарегистрированных безработных (на 8,4% за аналогичный период). Хотя абсолютные показатели безработицы остаются крайне низкими (4,3 и 0,9 млн. чел., соответственно), их заметное увеличение может интерпретироваться как признак отхода от практиковавшейся в период кризиса 2008-2009 гг. стратегии «удержания занятости любой ценой», в т.ч. с использованием методов «ручного управления» - вплоть до прямого вмешательства высших руководителей страны в разрешение трудовых конфликтов (известный «кейс Пикалево»). В известном смысле знаковым может считаться отсутствие реакции российского правительства на принятое в марте решение компании General Motors о свертывании производства на территории России, в результате чего только в г. Санкт-Петербург работу потеряли порядка 1 тыс. чел. - несмотря на многолетние усилия, направленные на стимулирование локализации автопроизводств на территории Российской Федерации. Отказ от приоритета «удержания занятости любой ценой», ставший одним из главных новшеств антикризисной политики образца 2015 г., является очевидным отражением сокращения ресурсных возможностей российского правительства, которое в условиях резкого падения бюджетных доходов лишилось возможности «заливать кризис деньгами», как оно делало в период 2008-2009 гг.

Les grandes tendances de la dynamique économique

[6] La tendance suivie par les principaux indicateurs économiques en 2015 n'incline guère à l'optimisme. Si le PIB a baissé à un rythme nettement plus faible qu'en 2009 (-3,7 % entre janvier et septembre 2015, contre -7,6 % en 2009), l'ampleur de la crise n'en reste pas moins très préoccupante. Trois éléments doivent être pris en considération. Premièrement, la baisse la plus forte concerne le secteur manufacturier (ralentissement de l'activité de 5,3 % entre janvier et octobre 2015), notamment l'industrie du textile et de l'habillement (-12,8 %), les machines et l'équipement (-12,3 %) et les véhicules (-13,7 %). Par conséquent, au niveau régional, la crise a été particulièrement sévère pour les « sujets » de la Fédération de Russie dont la structure industrielle est très spécialisée, à l'exception des régions où le complexe* militaro-industriel est bien implanté : elles profitent de l'allongement du carnet de commandes publiques dans un contexte d'intensification des risques géopolitiques.

[7] Deuxièmement, on observe une hausse aussi bien du nombre total de chômeurs en Russie (+6,9 % entre janvier et octobre 2015) que du nombre de personnes officiellement inscrites au chômage (+8,4%). Certes, en valeurs absolues, cela représente au total 4,3 et 0,9 millions de personnes, soit un niveau de chômage extrêmement bas, mais cette nette augmentation peut être interprétée comme le signe d'un abandon de la stratégie suivie pendant la crise de 2008-2009. À l'époque, l'objectif était de « maintenir l'emploi à tout prix » même s'il fallait pour cela donner « un coup de main » au marché – ce qui allait jusqu'à l'intervention des plus hauts personnages de l'État dans la résolution des conflits sociaux (voir l'« affaire Poukalevo »⁵³). Signe des temps, le gouvernement russe n'a pas réagi, en mars 2015, à la décision de General Motors de réduire sa production en Russie, malgré les pertes d'emplois (près de mille à Saint-Pétersbourg seulement) et les efforts mis en œuvre, pendant de nombreuses années, pour stimuler l'implantation de l'industrie automobile dans le pays. L'abandon du « maintien de l'emploi à tout prix », une des principales nouveautés de la politique anticrise version 2015, est la conséquence évidente de la baisse des ressources à la disposition d'un gouvernement qui, confronté à une brusque chute des recettes budgétaires, se retrouve privé de la possibilité de « noyer la crise sous les liquidités », comme il l'avait fait en 2008-2009.

53 En 2009, Vladimir Poutine avait rendu visite aux ouvriers de cette petite ville proche de Saint-Pétersbourg, mis au chômage sans indemnités. Alors Premier ministre, il avait obtenu le paiement des arriérés de salaires (environ un million d'euros) et la reprise de la production dans les trois usines de la ville fermées depuis le début de l'année. (NdT)

[8] В-третьих, инвестиции* в основной капитал за первые три квартала 2015 г. рухнули на 5,8% по отношению к аналогичному периоду 2014 г., что стало следствием как сокращения притока финансовых средств из-за рубежа и их доступности в национальной экономике, так и снижения **платежеспособного спроса** домашних хозяйств и предприятий, подрывающего заинтересованность бизнеса в расширении и модернизации производства. Особое беспокойство вызывает падение платежеспособного спроса населения, о масштабах которого свидетельствует динамика его реальных доходов (-3,5% в январе-октябре 2015 г. по сравнению с тем же периодом предыдущего года) и оборота розничной торговли (-8,8% за аналогичный период). Решающий вклад в сокращение реальных доходов внесло более чем двукратное (до 15,9%) ускорение темпов потребительской инфляции под влиянием обесценения рубля и введенных Россией ограничений на импорт сельскохозяйственной и продовольственной продукции из стран, принявших антироссийские санкции. Причем если сокращение совокупных реальных* доходов населения удалось частично демпфировать за счет социальных* трансфертов, то снижение трудовых доходов населения оказалось существенно более значительным: реальная заработная плата в экономике России за рассматриваемый период упала на 9,3%. При этом существенно, что последствия снижения доходов населения могут не ограничиться экономической сферой: в 2016 г. России состоятся выборы в Государственную Думу, в ходе которых вопросы уровня жизни населения (наряду с вопросами геополитического противостояния с Западом и борьбы с терроризмом на Ближнем Востоке) с большой вероятностью будут играть ведущую роль.

[9] С учетом этого неудивительно, что уже с августа 2015 г. в среде политического истеблишмента и в отдельных сегментах экономического экспертного сообщества активизировались попытки поиска признаков, которые позволили бы говорить о прохождении (или хотя бы о приближении) гипотетического «дна кризиса» российской экономики. Соответствующие прогнозы регулярно появлялись со ссылкой то на замедление темпов экономического спада, то на минимальные положительные сдвиги в показателях предпринимательской уверенности, то на ожидаемое замедление темпов инфляции, за которым может последовать частичное восстановление доходов населения. Основания для подобных выводов, однако, неизменно оказывались весьма шаткими. В частности, резкое ускорение темпов падения реальной заработной платы в сентябре-октябре до 10,4% и 10,9% в годовом выражении (при этом октябрьский показатель стал худшим за период с 1999 г.) не позволяет надеяться на скорое восстановление уровня платежеспособного спроса населения, без чего невозможен не только переход российской экономики на траекторию устойчивого роста, но и простое возвращение ее к докризисному уровню.

[8] Troisièmement, la formation* brute de capital fixe sur les trois premiers trimestres 2015 recule de 5,8 % en glissement annuel. Les industriels voient leurs projets d'expansion et de modernisation de la production sapés par la restriction des flux de capitaux étrangers et par leur raréfaction sur le marché russe, ainsi que par la baisse de la **demande solvable** des ménages et des entreprises. La baisse du pouvoir d'achat est particulièrement préoccupante par son ampleur, que reflètent les évolutions du revenu* réel des ménages (-3,5 % pour janvier-octobre 2015 en glissement annuel) et du chiffre d'affaires du commerce de détail (-8,8 %). Le revenu réel des ménages pâtit notamment de la hausse des prix à la consommation, qui a presque doublé, à 15,9 %, suite à la dépréciation du rouble et au **boycott**, par la Russie, de la production agroalimentaire en provenance des pays ayant adopté des sanctions à son encontre. Or, si les transferts* sociaux ont permis d'amortir en partie la baisse du revenu réel global de la population, la diminution du revenu du travail reste difficile à contrer : en Russie, sur la période considérée, le salaire réel a chuté de 9,3 %. Et les conséquences pourraient déborder le cadre économique : la question du niveau de vie jouera à coup sûr un rôle majeur lors des élections à la Douma d'État en 2016, au même titre que les problèmes géopolitiques (confrontation avec l'Occident et lutte contre le terrorisme au Proche-Orient).

[9] Il n'y a ainsi rien d'étonnant à ce que, dès août 2015, dans l'*establishment* politique et dans certains cercles d'experts économiques, on se soit mis en quête de signes permettant de dire que l'économie russe a atteint – ou au moins entrevoit – un hypothétique « bout du tunnel ». Des prévisions dans ce sens paraissent régulièrement, fondées tantôt sur un ralentissement de la récession, tantôt sur un frémissement des indices de confiance des entreprises, ou encore sur un recul attendu de l'inflation qui pourrait déboucher sur un rétablissement partiel des revenus des ménages. À chaque fois, pourtant, les conclusions sont sujettes à caution. Par exemple, la brusque accélération de la chute du salaire réel en septembre et octobre 2015, à respectivement 10,4 % et 10,9 % (un record depuis 1999 pour ce dernier chiffre) en glissement annuel, ne laisse aucun espoir que la demande solvable des ménages se redresse à court terme. Or, sans cela, tout retour de l'économie russe à une croissance durable, ou ne serait-ce qu'à son niveau d'avant la crise, est impossible.

Приоритеты антикризисной политики

[10] По итогам 2015 г. можно говорить о новшествах в антикризисной политике российского правительства по сравнению с периодом 2008-2009 гг. В сфере финансового регулирования акценты сместились с массированного предоставления ликвидности ведущим («системообразующим») банкам в сторону управления долговыми рисками компаний и банков, имеющих значительные внешние обязательства (с учетом невозможности рефинансирования этих обязательств в условиях введенных против России финансовых санкций). Предпринимались усилия по минимизации валютных колебаний (в той мере, в какой это возможно в условиях перехода от таргетирования валютного курса к инфляционному таргетированию) и санация* банковской системы путем отзыва лицензий у проблемных банков, необходимость которой была очевидна для большинства экспертов еще в ходе предшествующего кризиса. В сфере поддержки бюджетных* расходов на смену массированным социальным трансфертам, крупным программам государственных инвестиций (в первую очередь на инфраструктурные проекты) и отдельным программам отраслевой поддержки (особенно в отношении автопрома) де факто пришла концентрация финансовых ресурсов на узком спектре направлений бюджетных расходов - в первую очередь на оборону и безопасность. Наконец, произошло существенное ужесточение позиций в сфере защиты национальных рынков. Хотя данному приоритету уделялось большое внимание уже в ходе предыдущего кризиса (в 2009 г. Россия занимала лидирующие позиции в мире по числу введенных защитных мер), в 2015 г., в контексте прогрессирующего санкционного противостояния, процессам импортозамещения стала отводиться роль ведущей силы, способной переломить ситуацию в реальном секторе экономики. В соответствии с утвержденными в конце марта - начале апреля 2015 г. планами Министерства промышленности и торговли РФ, к 2020 г. предстоит обеспечить радикальное (по отдельным позициям - на 50 и более процентных пунктов) снижение рыночной доли импорта по более чем 2000 видам продукции.

Les orientations de la politique anticrise

[10] Comparée à la politique anticrise du gouvernement russe en 2008-2009, celle de 2015 a innové. Le volet régulation du secteur financier insiste désormais moins sur la mise à disposition massive de liquidités en faveur des grandes banques (dites « systémiques »), que sur la gestion des risques de créances pour les entreprises et les banques dont les importantes dettes en devises ne peuvent être refinancées à cause des sanctions financières prises à l'encontre de la Russie. Des efforts ont été réalisés afin d'encadrer la fluctuation du rouble (dans la mesure du possible, alors qu'on est passé d'une politique ciblant le taux de change à une politique ciblant le taux d'inflation) et d'assainir le système bancaire en retirant la licence bancaire aux établissements défaillants, une nécessité déjà évidente pour de nombreux experts lors de la crise précédente. Du côté des dépenses* budgétaires, les transferts sociaux massifs, les grands programmes d'investissement public, en particulier les projets d'infrastructures, et les différentes politiques d'aide sectorielles, notamment dans la production automobile, ont *de facto* été remplacés par une concentration des ressources budgétaires sur un spectre restreint de secteurs, au premier rang desquels se trouvent la défense et la sécurité. Enfin, on assiste à un durcissement considérable de la politique de protection du marché intérieur. Cette préoccupation était déjà une priorité lors de la précédente crise – la Russie occupait même la tête du classement mondial pour le nombre de mesures protectionnistes – mais, en 2015, l'emploi de l'arme économique dans la confrontation prolongée entre la Russie et l'Occident fait de la substitution d'importation une carte maîtresse, capable de renverser la situation au niveau de l'économie réelle. Ainsi, selon les prévisions confirmées fin mars début avril 2015 par le ministère russe de l'Industrie et du Commerce, la baisse radicale (diminution de cinquante points et plus selon les marchandises) de la part de marché des importations devra être compensée d'ici 2020 pour plus de deux mille types de produits.

[11] Главным фактором, с которым связаны надежды на успех импортозамещения, служит резкое падение российского импорта. Если в 2014 г. его снижение составило 9,2%, то в 2015 г. оно приобрело обвальный характер. Согласно данным Федеральной таможенной службы, в январе-сентябре 2015 г. совокупный российский импорт в стоимостном выражении сократился на 38,2%, в т.ч. импорт из США - на 39,7%, из Японии - на 40,8%, из стран ЕС -на 43,1%. Важным является то обстоятельство, что объемы импорта существенно упали в торговле даже с теми странами, с которыми Российская Федерация продолжает сохранять партнерские отношения, несмотря на ухудшение общего климата ее внешнеполитических и внешнеэкономических связей. Так, объемы импорта из Вьетнама сократились на 14,2%, из стран-партнеров по БРИКС - на 31,9% (в т.ч. из Китая - на 32,8%), из Южной Кореи - на целых 51,6% (для сравнения, почти такие же темпы спада показала торговля с Украиной). Данные тенденции наглядно свидетельствуют о том, что реальные причины падения импорта в 2015 г. были связаны не столько с экономическими санкциями и ответными мерами России, сколько с резким снижением курса рубля в конце 2014 г. и с падением реальных доходов в российской экономике, обусловившим снижение спроса на импорт. Действию данных факторов не может противостоять даже ускорение процессов евразийской интеграции, связанное с началом функционирования Евразийского* экономического союза (ЕАЭС). Российский импорт из стран ЕАЭС в январе-сентябре 2015 г. упал на 32,3% - даже больше, чем импорт из стран БРИКС. С учетом низкого уровня взаимодополняемости экономик и сохранения высоких нетарифных барьеров в торговле со странами-партнерами по ЕАЭС крайне маловероятно, что эти страны могут в ближайшие годы выступить в роли значимых поставщиков продукции, замещающей на российском рынке импорт из стран «остального мира».

[12] Казалось бы, столь значительное падение импорта открывает широкие возможности для импортозамещения, однако с учетом резкого падения платежеспособного спроса, сохраняющегося высокого уровня загрузки производственных мощностей и рабочей силы, а также жесткого **дефицита** инвестиционных ресурсов в условиях финансовых санкций перспективы использования соответствующих возможностей оказываются весьма ограниченными. Расчеты показывают, что максимального вклада процессов импортозамещения в динамику выпуска (по отдельным рыночным сегментам - до 5-6 процентных пунктов) можно ожидать в агропромышленном* комплексе и в металлургии*. Впрочем, нельзя умолчать и о «ложке дегтя» - а именно, о проблеме качества импортозамещающей продукции. В частности, результаты многочисленных обследований рынков продовольственной продукции, проводившихся в течение 2015 г. как на федеральном, так и на региональном уровне, выявили наличие крайне высокой (до 80%, а иногда и выше) доли продукции, не соответствующей установленным стандартам. Это означает, что количественные успехи импортозамещения в агропроме могут достигаться в ущерб качеству - т.е. в конечном итоге в ущерб российским потребителям, благосостояние которых и без того пострадало из-за падения реальных доходов.

[11] Le principal moteur de l'espoir en la réussite de la politique de substitution est la chute brutale des importations russes, dont la baisse de 9,2 % en 2014 s'est transformée en effondrement l'année suivante. Selon les douanes russes, sur la période de janvier à septembre 2015, le total des importations russes s'est réduit de 38,2 % en valeur monétaire ; dans le détail, la baisse est de 39,7 % pour les marchandises en provenance des États-Unis, de 40,8 % pour le Japon et de 43,1 % pour l'UE. Fait important, on observe aussi une baisse substantielle des volumes importés en provenance de pays avec lesquels la Fédération de Russie reste en partenariat, malgré la dégradation du climat général qui règne sur ses relations économiques et politiques extérieures : -14,2 % pour le Vietnam, -31,9 % pour les membres des BRICS (- 32,8 % pour la Chine) et jusqu'à -51,6 % pour la Corée du Sud (pour donner un ordre de grandeur, ce résultat est comparable à la contraction des échanges avec l'Ukraine). Ces évolutions prouvent d'évidence que les véritables causes de la chute des importations en 2015 étaient moins liées aux sanctions économiques et aux contre-sanctions russes qu'à l'effondrement du rouble fin 2014 et à la chute du revenu réel des acteurs économiques russes, conditionnant une baisse de la demande de produits étrangers. En outre, l'effet de ces facteurs ne saurait être contré même par l'accélération du processus d'intégration eurasiatique, provoquée par l'entrée en vigueur de l'Union* économique eurasiatique (UEEA). Dans la période de janvier à septembre 2015, les importations russes en provenance des États de l'UEEA ont chuté de 32,3 %, soit plus que pour les BRICS. Au regard de la faible complémentarité des économies au sein de l'Union et du maintien de barrières non tarifaires élevées entre États* membres, la probabilité est extrêmement faible, dans les prochaines années, de voir ces partenaires endosser le rôle de fournisseurs majeurs du marché russe à la place des pays du « reste du monde ».

[12] On pourrait s'attendre à ce que pareille dégringolade ouvre de larges opportunités pour les substitutions aux importations. Cependant, la forte baisse de la demande solvable, la saturation prolongée de l'outil de production et de la main d'œuvre, ainsi que la **pénurie** de capitaux résultant des sanctions financières limitent fortement les possibilités de profiter de la situation. Selon les calculs, les filières de substitution d'importation devraient connaître leur effet maximal sur la production dans l'agroalimentaire et la métallurgie, avec une augmentation variable selon les segments, jusqu'à 5 ou 6 points. Mais ne feignons pas d'ignorer le détail où se loge le diable : le problème de la qualité. Ainsi, de nombreuses études menées en 2015 sur le marché alimentaire, au niveau tant national que régional, ont révélé qu'une part extrêmement importante de la production (jusqu'à 80 %, parfois plus) ne répondait pas aux standards en vigueur. En d'autres termes, il semble que les filières de substitution aux importations réalisent leurs objectifs de quantité au détriment de la qualité, c'est-à-dire, finalement, au détriment du consommateur russe, dont la qualité de vie a déjà pâti de la baisse du pouvoir d'achat.

[13] Ситуация в машиностроении выглядит не столь оптимистично ввиду ограничения доступа к западным технологиям и приостановки проектов международного сотрудничества, что существенно подрывает возможности налаживания эффективного импортозамещающего производства. Как следствие, перспективы роста выпуска в машиностроительных отраслях выглядят скромнее, чем в металлургии и агропроме (порядка 2-3 процентных пунктов). Исключение составляют отрасли, связанные с ОПК. Они могут показать более успешные результаты, опираясь на приоритетный государственный заказ (в отличие от отраслей, ориентированных на снижающийся спрос населения и нестабильный инвестиционный спрос гражданских отраслей экономики). В результате прирост динамики выпуска продукции ОПК может достичь 4-5 процентных пунктов.

[14] В других отраслях обрабатывающей* промышленности перспективы импортозамещения выглядят гораздо более скромно. В химии, фармацевтике, легкой* и целлюлозно-бумажной промышленности стимулы к импортозамещению минимальны, в деревообрабатывающей промышленности и промышленности строительных материалов - практически отсутствуют. Удорожание импорта вследствие снижения курса рубля способно вызвать «переключение» спроса потребителей на произведенную российскими компаниями продукцию, однако высокая зависимость от импортных материалов и оборудования, а также общее снижение спроса в условиях экономического спада существенно ограничивает ожидаемый позитивный эффект. В этих условиях нет оснований ожидать, что эффект импортозамещения в этих отраслях выйдет за диапазон 1 -2 процентных пунктов.

[13] Du côté de la fabrication de machines, la situation est peu favorable. L'accès limité aux technologies occidentales et la suspension des partenariats internationaux minent les tentatives de mettre en place une production efficace de substitution aux importations. Il en résulte que les perspectives de croissance pour ce secteur sont inférieures de 2 à 3 points à celles de la métallurgie et de l'agroalimentaire. Les branches liées au complexe militaro-industriel font toutefois exception. Grâce à la priorité accordée par l'État aux commandes militaires, elles pourraient présenter des résultats plus positifs que les secteurs dépendant d'une demande en berne de la population et d'investissements civils précaires. De la sorte, la production du complexe militaro-industriel pourrait augmenter de quatre à cinq points.

[14] Les perspectives semblent encore plus modestes dans les autres branches du secteur secondaire. L'industrie chimique, la pharmacie, l'industrie* légère, l'industrie du papier et de la cellulose s'orientent très légèrement vers la substitution d'importation ; les secteurs du bois et des matériaux de construction en sont quasi absents. La hausse des prix à l'importation, consécutive de la baisse du rouble, serait propre à réorienter les consommateurs vers les biens produits par les entreprises russes, mais toute évolution positive est entravée par la forte dépendance aux matériaux et aux équipements étrangers, ainsi que par le recul de la demande dans un contexte de récession. L'effet de la substitution d'importation ne devrait donc pas dépasser un ou deux points dans ces secteurs.

[15] При этом существенно, что фактические темпы роста выпуска могут быть как выше, так и ниже показателей, характеризующих вклад импортозамещения, поскольку динамика выпуска зависит не только от завоевания рыночных ниш, ранее заполняемых импортом, но и от емкости традиционных ниш национальных производителей, а также от динамики экспорта. В этом отношении показательно, что отрасли, имеющие максимально благоприятные перспективы импортозамещения, продемонстрировали в 2015 г. достаточно скромные результаты. Так, рост производства пищевых продуктов в январе-октябре составил лишь 1,8%, а в металлургическом секторе имел место спад на 5,8% (главной причиной стало сжатие мирового спроса на металлургическую продукцию из-за замедления китайской экономики). Напротив, единственная отрасль обрабатывающей промышленности, где имел место уверенный рост (химическое производство, объем которого за соответствующий период увеличился на 6,9%), добилась столь впечатляющего успеха отнюдь не за счет импортозамещения, а за счет использования конкурентных преимуществ в сфере экспорта, возникших в результате девальвации российского рубля. В целом приходится констатировать, что надежды на стимулированный импортозамещением системный рост промышленного производства оказываются безосновательными. Это полностью вписывается в общую картину накопленного к настоящему времени мирового опыта поддержки импортозамещения, которое никогда не приносило значимых позитивных результатов в кризисных условиях. С учетом этого перспективы преодоления спада в экономике России следует связывать не столько со стратегией импортозамещения, сколько с гибким использованием сохраняющихся экспортных возможностей и особенно с мерами, направленными на восстановление внутреннего спроса, а в перспективе - с нормализацией условий инвестиционно-технологического сотрудничества с зарубежными партнерами.

[15] En outre, il est évident que le taux de croissance de la production peut être supérieur ou inférieur aux indicateurs mesurant l'apport de la substitution d'importation : l'évolution de la production ne dépend pas uniquement de la conquête des niches de marché occupées précédemment par les importations, mais aussi des capacités des niches traditionnellement dévolues aux producteurs nationaux, ainsi qu'à la dynamique des exportations. En ce sens, il est significatif que les secteurs les plus porteurs en matière de substitution d'importation aient obtenu des résultats relativement modestes en 2015. Pour la période de janvier à octobre, la production alimentaire n'a augmenté que de 1,8 % ; le secteur métallurgique a reculé de 5,8 %, la production subissant notamment la contraction de la demande mondiale liée au ralentissement de l'économie chinoise. À l'inverse, avec une augmentation de 6,9 % du volume produit sur la même période, l'industrie chimique est la seule branche du secondaire à afficher une croissance solide. Un succès impressionnant qui ne doit rien à la substitution, le secteur ayant profité d'un avantage concurrentiel à l'exportation, la dépréciation du rouble. De manière générale, il faut reconnaître que l'espoir d'une croissance systémique stimulée par la substitution d'importation est sans fondement. Au contraire, l'expérience accumulée jusqu'à ce jour à l'échelle mondiale dresse le tableau global d'une substitution d'importation qui n'a jamais apporté de véritables résultats positifs en période de crise. De la sorte, concernant l'économie russe, les perspectives de sortie de crise sont moins tributaires d'une stratégie reposant sur la substitution d'importation, que d'une exploitation souple des voies d'exportation subsistantes et, surtout, de mesures visant un redressement de la demande intérieure. Sans oublier, à long terme, la normalisation des relations avec les partenaires étrangers pour l'investissement et le développement technologique.

[16] Главные задачи антикризисной политики на 2016 г. будут заключаться в поддержании стабильности финансовой и бюджетной системы, предотвращении резких колебаний валютного курса рубля и реализации решительных мер по стимулированию внутреннего спроса. Решение этих задач придется искать в условиях сохранения - а в отдельных случаях и усиления - ряда острых вызовов, сформировавшихся за последние два года. В их числе - низкие цены на основные товары сырьевого экспорта, необходимость погашения значительной внешней задолженности корпоративного сектора в условиях невозможности ее рефинансирования из-за введенных санкций, снижение торгового оборота с ведущими странами-партнерами. На фоне негативной динамики мировых рынков и деструктивного влияния геополитических факторов (к которым в ноябре 2015 г. добавились риски свертывания экономического сотрудничества с Турцией - пятым по значимости торговым партнером России) возможности противостояния негативным тенденциям во внешнеэкономической сфере остаются ограниченными и носят главным образом адаптивный характер. Однако в остальном, несмотря на сокращение бюджетных возможностей, потенциал управления протекающими в национальной экономике процессами остается высоким. Ключевое внимание должно быть уделено поддержке доходов населения, динамика которых имеет ключевое значение для восстановления внутреннего спроса. Отказ от активных мер в данной сфере следует признать главным просчетом антикризисной политики образца 2015 г. В наступающем году этот просчет должен быть исправлен, в этом случае удастся избежать дальнейшего падения производства.

[16] En 2016, la politique anticrise aura pour principales tâches de maintenir la stabilité du système financier et budgétaire, de prévenir les brusques variations du cours du rouble et de mettre en place des mesures décisives pour relancer la demande intérieure. Il s'agira de réussir malgré la persistance et, dans certains cas, le durcissement des conditions imposées par une série de défis impérieux survenus ces deux dernières années. Entre autres : faiblesse du coût des matières premières à l'exportation, nécessité de liquider l'importante dette extérieure des entreprises sans possibilité de la refinancer à cause des sanctions, baisse des échanges commerciaux de la Russie avec ses principaux partenaires. Au vu de la conjoncture négative sur les marchés mondiaux et de l'impact néfaste des facteurs géopolitiques (auxquels se sont ajoutés, en novembre 2015, les risques d'une contraction des échanges économiques avec la Turquie, cinquième partenaire commercial de la Russie), les possibilités de résister aux tendances négatives restent limitées en matière de politique économique extérieure et relèvent majoritairement de l'adaptation. Pour le reste, en dépit d'une marge de manœuvre budgétaire réduite, il reste largement possible d'orienter les processus à l'œuvre dans l'économie nationale. L'aide aux revenus de la population doit faire l'objet d'une attention particulière car l'évolution de cet indicateur joue un rôle clef dans le rétablissement de la demande intérieure. Le renoncement aux mesures actives de soutien dans ce domaine doit être considéré comme la principale erreur de la politique anticrise version 2015, à corriger en 2016 : c'est ainsi que le pays réussira à sortir de la récession.

III. STRATÉGIE DE TRADUCTION

Introduction

Le texte-support choisi pour ce mémoire est la première partie d'un rapport intitulé « La Russie et le monde : 2016 – Économie et politique étrangère – Prévisions annuelles »⁵⁴ et publié à la fin de 2015 par l'Institut d'économie mondiale et de relations internationales de l'Académie des sciences de Russie (IMEMO RAN). Le rapport aborde des domaines aussi variés que l'économie, les finances, les relations étrangères et l'écologie, afin de dresser le bilan de 2015 tout en esquissant des prévisions pour 2016. L'institut IMEMO compte parmi ses collaborateurs quelques académiciens et près de deux cents docteurs et doctorants. Établissement public, il collabore aussi bien avec les collectivités locales qu'avec les médias et les entreprises, publiques et privées, nationales et étrangères⁵⁵. Il revendique une indépendance d'analyse dont témoignent certains passages de notre texte (titre, expressions imagées non dénuées d'ironie à l'égard de la politique du gouvernement, etc.).

Je souhaitais un texte support qui complète mon exposé en prolongeant la réflexion autour du sujet, un article qui aborde la question des sanctions de manière indirecte, du point de vue des conséquences qu'elles entraînent et des efforts mis en œuvre pour les contrer. J'ai trouvé des textes sur la sécurité alimentaire, sur la substitution d'importation, sur les finances. Certains étaient un peu longs, d'autres trop courts, d'autres encore intéressants à traduire mais orientés politiquement de manière très caricaturale. Je voulais soumettre à mon spécialiste référent un texte intégral, sérieux et présentant un intérêt réel.

54 «Россия и мир: 2006 — Экономика и внешняя политика — Ежегодный прогноз» // Москва. ИМЭМО. РАН. 2015. Disponible en ligne sur <http://www.imemo.ru/files/File/ru/publ/2015/2015_024.pdf> (consulté le 08.05.17).

55 Voir la page de présentation sur le site de l'Institut <http://www.imemo.ru/index.php?page_id=508> (consulté le 08.05.17).

L'article de l'IMEMO m'a semblé répondre, à tous points de vue, à ces exigences. Concernant le mémoire, il met en perspective les sanctions et la crise économique que connaît actuellement la Russie. Son propos est dense et raisonné, ses arguments sont étayés : il doit pouvoir intéresser le futur lecteur. Enfin, il recèle, pour le traducteur, un certain nombre de problèmes qu'il a été très stimulant de tenter de résoudre.

Problèmes rédactionnels

Le texte russe est assez bien écrit. Il ne contient pas de coquilles, les phrases sont complètes et l'argumentation, cohérente. Cependant, deux particularités stylistiques m'ont frappé dès la première lecture : sa répétitivité et l'usage parfois abusif des parenthèses.

Répétitivité du texte

J'entends par là non seulement la répétition de termes, comme « экономика » et ses dérivés (quarante occurrences), mais aussi la récurrence de synonymes d'origines différentes qui permettent au texte russe d'insister sur une notion sans donner l'impression de dire plusieurs fois la même chose. Exemple (paragraphe 1) :

взаимодействия России с ведущими партнерами по торговому и инвестиционно-технологическому сотрудничеству	les relations économiques entre la Russie et ses principaux partenaires pour le commerce et le développement technologique
--	--

Afin d'éviter, dans ma traduction, les répétitions et les tournures à la limite du pléonasme (pour un lecteur français, s'entend), j'ai recouru à différents procédés assez simples qui me semblent alléger la lecture du texte sans rien perdre du contenu.

Premier procédé, le plus radical : la suppression. La phrase suivante (paragraphe 3) donne un exemple de mots répétés dans le texte source qui ne sont pas indispensables dans la traduction :

С максимальной наглядностью данные	En 2014, Moscou faisait reposer sur une
------------------------------------	---

<p>обстоятельства проявились в сфере сотрудничества с Китаем, на которое в 2014 г. возлагались значительные надежды с точки зрения «компенсации» сжимающихся <u>экономических</u> связей с ведущими <u>экономически</u> развитыми странами.</p>	<p>association avec Pékin ses sérieux espoirs de « compenser » la contraction des <u>échanges</u> avec les principaux pays <u>développés</u>.</p>
---	---

Associer à « échanges » le terme de « contraction », fréquent en économie, permet de supprimer une occurrence du mot « économique ». Quant à « pays développés », l'expression désigne, par défaut, les pays développés économiquement : inutile d'insister.

Autre procédé : recourir à des termes là où le texte original use d'une périphrase. C'est le cas de ma traduction de « ограничение на импорт » (paragraphe 8) par « boycott », qui présente l'intérêt d'élargir le champ terminologique du texte. Au paragraphe 12, ma traduction de « падение реальных доходов » par « baisse du pouvoir d'achat » va dans le même sens. Non seulement j'évite une nouvelle occurrence de « revenus réels », mais j'adapte ma traduction au contexte : lorsqu'il est question des consommateurs et de leur qualité de vie, il est plus pertinent de parler de « pouvoir d'achat » plutôt que de « revenus réels », terme plus général.

Parenthèses

Je me suis efforcé de supprimer les parenthèses dont le contenu me semblait assez important pour ne pas être laissé hors de la phrase. Bien sûr, j'ai laissé entre parenthèses la plupart des chiffres (j'en ai même ajouté) ou le rang des différents pays au classement *Doing business* (paragraphe 2), et j'ai conservé les parenthèses des apartés ironiques de l'auteur (paragraphe 10). En revanche, je les ai enlevées lorsque le chiffre était accompagné d'une explication qui s'intégrait bien à l'argument développé dans la phrase :

<p>В этих условиях объем бюджетных доходов, генерируемых в нефтегазовом секторе, в январе-августе 2015 г. сократился до 8,6% ВВП (годом ранее он был более чем на 2 процентных пункта</p>	<p>Dans ces conditions, les recettes budgétaires engendrées par le secteur des hydrocarbures ne représentent plus, sur les huit premiers mois de 2015, que 8,6 % du PIB, <u>soit deux points de moins qu'en 2014 en glissement</u></p>
---	--

выше - 10,7% ВВП)	annuel (10,7 %)
-------------------	-----------------

Ici, la parenthèse casse le développement de l'argument, alors que la comparaison avec l'année précédente est particulièrement pertinente.

L'intégration du contenu des parenthèses au corps du texte n'est pas toujours facile. La première phrase du troisième paragraphe m'a ainsi donné du fil à retordre :

Хотя наибольший ущерб был нанесен санкциями, введенными против российского финансового сектора (которые фактически лишили российские банки доступа к финансовым рынкам США и ЕС) и отраслей нефтегазового комплекса (где за немногими исключениями были свернуты проекты инвестиционно-технологического сотрудничества с ведущими зарубежными компаниями), системный эффект санкционного давления оказался существенно шире.	Les sanctions ont causé d'importants dommages en ciblant le secteur financier russe et les différentes branches du complexe pétrogazier : <u>d'une part</u> , les banques russes se voient pratiquement couper l'accès aux marchés financiers américains et européens, <u>d'autre part</u> , à de rares exceptions près, les projets d'investissement et de partenariat technologique avec les grandes compagnies étrangères ont été réduits.
--	---

Non seulement la phrase est longue (et les parenthèses le sont aussi), mais elle repose sur un rythme binaire (la question des banques, d'une part, et, de l'autre, celle du complexe pétrogazier) qu'il n'a pas été facile de restituer. J'avais d'abord traduit la seconde partie de la phrase de la manière suivante : « les banques russes se voient pratiquement couper l'accès aux marchés financiers américains et européens, alors que, à de rares exceptions près, les projets d'investissement et de partenariat technologique avec les grandes compagnies étrangères ont été réduits ». Ma directrice de mémoire m'a fait remarquer que le parallélisme entre les deux parties de la phrase était perdu et qu'il valait mieux conserver la structure (et les parenthèses !) du texte russe. Ne voulant pas m'avouer vaincu, j'ai insisté sur le rythme binaire avec « d'une part [...] d'autre part », proposition finalement validée par Madame Coldefy.

Structure logique du texte

Pour en terminer avec les problèmes de forme posés par le texte, j'évoquerai un dernier choix, peut-être contestable, à savoir ma décision de bouleverser la structure du cinquième paragraphe :

<p>Нарастание бюджетных проблем и невозможность их решения исключительно за счет использования «подушек безопасности» в виде Резервного фонда и Фонда будущих поколений (объем которых с начала 2014 г. по начало ноября 2015 г. в долларовом выражении сократился на 24,8% и 17,1%, соответственно) <u>побудили правительство к ряду жестких шагов, включая отказ от трехлетнего бюджетного планирования, урезание фактических расходов по сравнению с показателями, утвержденными бюджетом на 2015 г. и разработка проекта бюджета на 2016 г. исходя из уровня цен на нефть в 50 долл. за баррель. Согласно заявлению министра финансов РФ А.Силуанова, сделанному в ноябре 2015 г., в случае сохранения прежних параметров расходной части федерального бюджета ресурсы Резервного фонда могли быть исчерпаны уже в 2017 г., и финансирование бюджетного дефицита пришлось бы осуществлять из средств Фонда национального благосостояния.</u></p>	<p>Or il est impossible de remédier à l'accumulation de problèmes budgétaires par le seul recours aux « coussins de sécurité » que constituent le Fonds de réserve et le Fonds pour les générations futures, dont les volumes en dollars ont fondu respectivement de 24,8 % et 17,1 % entre novembre 2014 et novembre 2015. <i>Anton Silouanov, ministre des Finances, déclarait en novembre 2015 qu'un maintien des dépenses fédérales au même niveau risquerait de tarir le Fonds de réserve dès 2017, ce qui obligerait à mobiliser les ressources du Fonds national de prospérité afin de financer le déficit budgétaire. Le gouvernement russe a donc été contraint de prendre une série de mesures radicales : entre autres, abandon du budget triennal, coupes dans les dépenses réelles après révision des indicateurs budgétaires 2015, élaboration d'un budget prévisionnel 2016 basé sur un baril de pétrole à 50 dollars.</i></p>
--	---

D'une certaine manière, ce choix est la conséquence des deux partis pris traductionnels que j'ai déjà évoqués : éviter les répétitions pour alléger la lecture, et supprimer les parenthèses. Comme la première phrase est très longue, surtout une fois les parenthèses enlevées, j'ai décidé de la couper et de ne pas faire de l'« accumulation de problèmes » le sujet du verbe « contraindre ». Le lien logique ne reposant plus sur l'association verbe-sujet,

j'ai jugé nécessaire de placer d'abord les causes (problèmes budgétaires, déclaration de Silouanov), puis les conséquences (mesures radicales du gouvernement). Je reconnais que la déclaration de Silouanov n'est pas une cause à proprement parler, plutôt une explicitation du contexte ; mais ce passage étant particulièrement dense, je me suis permis d'en forcer la logique afin d'en simplifier la lecture.

Problèmes ponctuels : compréhension, terminologie, reformulation, etc.

Je voudrais maintenant revenir sur quelques difficultés ponctuelles, des mots simples qu'il a été difficile de comprendre ou de traduire. Le texte n'est globalement pas compliqué à comprendre pour qui s'intéresse un minimum aux questions abordées, mais certains points apparemment anodins ont pu me déstabiliser.

« Внешние облигации » (paragraphe 10)

<p>В сфере финансового регулирования акценты сместились с массированного предоставления ликвидности ведущим («системообразующим») банкам в сторону управления долговыми рисками компаний и банков, имеющих значительные внешние обязательства (с учетом невозможности рефинансирования этих обязательств в условиях введенных против России финансовых санкций).</p>	<p>Le volet régulation du secteur financier insiste désormais moins sur la mise à disposition massive de liquidités en faveur des grandes banques (dites « systémiques »), que sur la gestion des risques de créances pour les entreprises et les banques dont les importantes dettes en devises ne peuvent être refinancées à cause des sanctions financières prises à l'encontre de la Russie.</p>
--	--

J'avais déjà traduit plus haut « внешние обязательства » par « dette extérieure », c'est-à-dire la dette contractée à l'étranger, donc en devises (d'où ma traduction). Cependant, le contexte, la phraséologie et la contamination du français m'ont conduit à me demander si ce ne seraient pas les banques qui détiendraient de la dette : 1) il est question de risques de créances pour des banques dont l'accès aux marchés étrangers est coupé (et qui ne pourraient donc pas récupérer leur argent) ; 2) l'expression « внешние обязательства » ne peut-elle pas

désigner les obligations étrangères, c'est-à-dire des obligations « libellées dans la devise du pays dans lequel un émetteur étranger ou non résident émet réellement l'obligation »⁵⁶ (pourquoi les entreprises russes émettraient-elles en Russie des obligations en devises, je ne sais pas, mais le doute était installé et contaminait toute logique) ? ; 3) pourquoi les banques ont-elles / possèdent-elles / détiennent-elles (« имеющих ») des obligations ? Je pensais bien que mes objections à ma traduction initiale n'étaient pas cohérentes, mais je n'arrivais pas à les lever. J'ai donc contacté un spécialiste russe de la finance qui m'a confirmé que j'avais bien compris : « ты все сначала правильно понял - речь идет о компаниях (финансовых и нефинансовых), у которых есть внешний долг (в основном имеется ввиду долг, номинированный в иностранной валюте) ». Il me gratifia d'une rapide mise au point phraséologique : « иметь обязательства перед = иметь долг перед = быть должным кому-то. все одно и то же » (*sic*)⁵⁷.

« *Общегосударственный* » (paragraphe 5)

В то же время существенно увеличивается доля ассигнований на <u>общегосударственные</u> вопросы, оборону и безопасность, [...]	Dans le même temps, l'augmentation sensible de la part assignée aux fonctions <u>régaliennes</u> , comme la défense et la sécurité, [...]
--	---

Le sens du mot « общегосударственный » est relativement transparent, il désigne ce qui concerne l'État dans son ensemble, ce qui est valable pour tout le territoire. Il peut souvent être rendu par « national », comme dans l'expression « общегосударственные интересы » / « intérêts nationaux », mais cette traduction ne conviendrait pas à notre phrase. En effet, il est question, dans ce paragraphe, du budget fédéral, autrement dit, national ; parler de l'augmentation de la part assignée aux questions nationales dans le budget national serait très étrange. Comme une périphrase explicative aurait alourdi la phrase, il me fallait trouver un adjectif plus précis. Or de quelles « questions nationales » s'agit-il ? De la défense et de la

56 <http://www.investinginbondseurope.org/Pages/LearnAboutBonds.aspx?id=6370&LangType=1036>

57 Extraits d'une conversation sur le réseau social facebook avec Anton Kashtanov, gestionnaire de portefeuilles.

sécurité, qui sont les pouvoirs régaliens par excellence⁵⁸. L'adjectif « régalien », défini comme « ce qui appartient en propre au roi, au souverain »⁵⁹, transmet bien l'idée de ces « questions » qui concernent l'État dans son ensemble⁶⁰.

Le choix de « fonctions » pour « вопросы » tient moins à l'attraction sémantique entre « fonctions » et « régaliennes » qu'à la nécessité de placer un mot fort et porteur de sens à côté de ce « régalien ». Car il est ici question d'un gouvernement qui fait des coupes budgétaires d'un côté et, de l'autre, augmente les crédits de la défense et de la sécurité. « Questions régaliennes », dans le contexte, aurait été plat, le mot « questions » affaiblissant le sens de « régalien ».

Je me suis finalement demandé si ma traduction n'était pas un peu forcée et si elle ne trahissait pas le texte. Le russe dit « вопросы », ce qui est moins affirmatif que « fonctions ». Au cours du texte, l'auteur fait plusieurs remarques mettant en doute l'efficacité de la politique gouvernementale : ne faudrait-il pas être plus prudent et traduire plus près du texte, au risque de perdre en fluidité ? C'est possible. Toutefois, dans ma traduction, l'idée de « question » est mise en scène par l'opposition entre les crédits supplémentaires accordés à deux fonctions régaliennes et l'énumération, dans la suite de la phrase, des problèmes de défense et de sécurité auxquels la Russie est confrontée sur la scène internationale. En d'autres termes, les crédits augmentent, les « fonctions régaliennes » sont assumées, mais les questions demeurent.

« Торгово-инвестиционные отношения » (paragraphe 3)

Ce terme est sans doute un calque de l'anglais « trade and investment relationship ». J'ai cherché sur Internet s'il existait des correspondants en français, j'ai trouvé « relation de commerce et d'investissement » et « relation commerciale et d'investissement » dans des sources peu fiables : il s'agissait généralement de traductions ou de sites canadiens

58 Voir Lefebvre, M., *op. cit.*, pp. 7-8.

59 *Trésor de la langue française informatisé*, sous *régalien*, [en ligne], disponible sur <<http://cnrtl.fr/definition/régalien>> (consulté le 11.05.17).

60 J'insiste sur le fait que mon choix de traduire « общегосударственный » par « régalien » reste une solution *ad hoc* apportée à un problème précis. Dans d'autres contextes, il pourrait ne pas convenir. Je ne prétends pas avoir établi une correspondance stable entre les deux termes français et russe.

probablement traduits⁶¹, eux aussi, de l'anglais. J'ai donc décidé de traduire moi-même en développant l'expression originale, plus concise : « relations commerciales et partenariats d'investissement ». Le sens est conservé, la formulation n'est pas excessivement lourde. Toutefois, j'ai découvert plus tard, après que la traduction avait été validée par le spécialiste, qu'il existait un terme en français, lui aussi calque de l'anglais. Je ne l'avais pas rencontré lors de mes premières recherches qui s'étaient limitées à « trade and investment relationship », alors qu'en passant par « trade and investment partnership » j'aurais trouvé « partenariat de commerce et d'investissement », très répandu. Cette traduction est meilleure que la mienne.

Poésie de la traduction économique

Il y a quelques semaines, j'expliquais à un condisciple mon enthousiasme pour la traduction économique en lui faisant remarquer que la langue économique pouvait être très imagée, et que les métaphores permettaient parfois d'agrémenter un argumentaire un peu aride. Dans le texte traduit pour le mémoire, quatre passages « métaphoriques » ont été particulièrement intéressants à traduire. À chaque fois, après m'être rendu compte de l'impossibilité de traduire exactement l'expression russe, il m'a fallu en dégager à la fois le sens et le fonctionnement afin de trouver une expression équivalente ou de tourner ma phrase de sorte à transmettre le sens tout en restant proche du style de l'auteur.

« *Дно кризиса* » (titre et paragraphe 9)

Российская экономика: в ожидании «дна кризиса»	Économie russe : à quand le bout du tunnel ?
[...] позволили бы говорить о прохождении (или хотя бы о приближении) гипотетического « <u>дна кризиса</u> » российской экономики.	[...] permettant de dire que l'économie russe a atteint – ou au moins entrevoit – un hypothétique « <u>bout du tunnel</u> ».

61 Par exemple : Comité permanent du commerce international, Rapport sur un accord de partenariat économique entre le Canada et le Japon, Chambre des Communes, février 2013. Disponible sur <<http://www.parl.gc.ca/content/hoc/Committee/411/CIIT/Reports/RP6003962/ciitrp06/ciitrp06-f.pdf>> (consulté le 11.05.17).

Ce n'est qu'une fois arrivé au paragraphe 9 que j'ai trouvé comment traduire le titre. Jusqu'alors, je me doutais qu'il serait impossible de parler, comme en russe, de « fond de la crise ». En effet, « le fond de la crise » pourrait être compris au sens de « l'élément central / prépondérant », comme dans l'expression « le fond du problème ». Il existe bien l'expression « toucher le fond », mais elle s'utilise généralement sans complément du nom, et dire que l'économie russe a touché le fond serait beaucoup trop fort par rapport au sens du texte russe. Enfin, plus j'étudiais le texte russe, et moins le lien entre le « дно » et le « fond » me semblait pertinent : le « fond » est essentiellement péjoratif, alors que le « дно » a un sens plutôt positif dans notre texte, puisque le simple rapprochement (приближение) est déjà le signe d'une prochaine sortie de crise. Il est vrai qu'on dit familièrement que, quand on est « au fond du trou », on ne peut que remonter ; mais tourner ma traduction dans ce sens aurait nécessité de longues périphrases qu'il aurait été malaisé d'intégrer à la phrase. Or le titre russe est simple et direct, et la phrase du paragraphe 9, fluide. De plus, le texte russe ne joue pas particulièrement sur le mot « дно » ; la métaphore n'étant pas filée, il n'est pas gênant de l'abandonner.

C'est en me penchant sur le paragraphe 9 que j'ai pensé au « tunnel », image plus positive que le « fond » puisque, de sa structure, on n'évoque généralement que son « bout » – la fin des problèmes ! Le « tunnel » est aussi plus maniable du point de vue phraséologique : on peut entrer dedans, le parcourir, en sortir. La traduction de la phrase du paragraphe 9 s'est alors faite toute seule, les verbes « entrevoir » et « atteindre », étant en collocation fréquente avec « bout du tunnel ». Ces deux verbes entretiennent le même rapport à leur objet que, dans la phrase russe, « приближение » et « прохождение » : dans le premier cas, l'objet (fond ou bout du tunnel) est encore à une certaine distance ; dans le second cas, il est là, nous sommes sauvés !

Restait alors à traduire le titre. La mort dans l'âme, j'ai dû me détourner de : « en attendant le bout du tunnel » qui me tendait les bras. Si je conçois qu'on puisse « attendre le fond » (loi de la chute des corps), on ne sort pas d'un tunnel en restant les bras croisés, à

moins qu'il ne soit en pente (ce qui est rare). Dans l'impossibilité d'employer le verbe « attendre », j'ai usé du même stratagème que pour les « questions » régaliennes : j'ai mis en scène l'attente par une expression, « à quand... ? », qui l'évoque sans la dire expressément.

« Ручное управление » (paragraphe 7)

[...] стратегии «удержания занятости любой ценой», в т.ч. с использованием методов «ручного управления» [...]	[...] l'objectif était de « maintenir l'emploi à tout prix » même s'il fallait pour cela donner « un coup de main » au marché [...]
---	---

Cette expression pourrait être un calque de l'anglais « manual control » dont j'ai trouvé quelques usages en contexte économique ; elle reste beaucoup plus utilisée en russe qu'en anglais. En français, le terme « contrôle manuel » reste cantonné aux domaines techniques. Quoi qu'il en soit, l'expression désigne une intervention extérieure (en l'occurrence, du gouvernement) afin d'éviter des licenciements. La métaphore repose sur un double cliché. Premièrement, la main est un symbole classique de l'intervention : « donner un coup de main » (ou « de pouce »), « tendre la main », « la main de Dieu », « un homme de main », toutes ces locutions expriment l'idée d'intervention, d'action, d'aide. Second cliché, propre à l'économie : la « main invisible » d'Adam Smith⁶². Bien entendu, l'auteur ne fait pas référence au classique de la littérature économique, mais il utilise un code propre au domaine, à savoir : intervention extérieure = main (qu'elle soit invisible ou non). Une bonne traduction devant, dans la mesure du possible, reprendre les codes en usage, il me fallait donc trouver un moyen de parler de « main ».

Je reconnais ne pas avoir eu besoin de chercher longtemps. J'ai hésité entre « coup de main » et « coup de pouce », qu'on rencontre aussi en contexte économique. Toutefois, le « coup de pouce » est une aide, souvent ponctuelle, qui donne une impulsion et sait se faire oublier. Un coup de main peut ne pas être le bienvenu, on peut avoir la main lourde et gêner ; la main dirige, décide, tranche. La main correspond mieux à l'idée incluse dans « управление ».

⁶² Voir : Guerrien, Bernard, *Dictionnaire d'analyse économique*, sous *main invisible*, Paris : La Découverte, 2002, p.312.

« Ложка дегтя » (paragraphe 12)

Впрочем, нельзя умолчать и о «ложке дегтя» – а именно, о проблеме качества импортозамещающей продукции.	Mais ne feignons pas d'ignorer le détail où se loge le diable : le problème de la qualité.
---	--

Le texte russe fait référence à un dicton, « ложка дёгтя портит бочку мёда », dont l'équivalent français serait : « un peu de fiel gâte beaucoup de miel ». J'utilise le conditionnel car personne, dans mon entourage, n'a jamais entendu cette expression attestée sur Internet par plusieurs sources⁶³... qui, en dehors des sites recensant les proverbes, ont pour la plupart un lien plus ou moins direct avec la Russie⁶⁴. Présentée intégralement, l'expression serait compréhensible, à condition d'être placée telle quelle : un lecteur qui ne connaît pas un proverbe en saisira difficilement le sens s'il n'est pas cité sous sa forme canonique. C'est pourquoi j'ai choisi d'abandonner cette expression et d'en choisir une autre, connue de tous : « le diable se loge dans les détails ». La simple évocation des mots « détail », « diable » et « loge », même dans le désordre, est porteuse de sens pour le lecteur. J'ai ainsi pu traduire le reste de la phrase en suivant la structure du texte.

À la relecture, je trouve ma traduction un peu lourde. Peut-être gagnerait-on en fluidité en disant quelque chose comme : « mais le diable se loge dans les détails et la production russe souffre d'un problème de qualité ». Sans doute avais-je des remords et me suis-je senti obligé de respecter le texte après avoir changé de proverbe.

63 Dictionnaire multilingue multitrans, [en ligne], accessible sur <http://www.multitrans.ru/c/m10.exe?shortf=1&t=245950_2_4&s1=un%20peu%20de%20fiel%20g&%23226;te%20beaucoup%20de%20miel> consulté le 11.05.17) ; en contexte, voir : Le Nouveau Paradigme, [en ligne], disponible sur <<http://www.2012un-nouveau-paradigme.com/article-la-planete-manque-cruellement-de-glace-arctique-90024946.html>> (consulté le 11.05.17).

64 Après avoir relu ces lignes, Mme Coldefy me signale qu'elle confirme l'existence de ce dicton. Toutefois, sa grande culture est un nouvel argument en faveur de mon choix de traduction, adapté au commun des lecteurs.

Conclusion

Lors de la traduction du texte-support du mémoire, j'ai été confronté à des problèmes de natures variées que j'ai trouvé stimulant d'essayer de résoudre. Marc Sangnier, l'expert auquel j'ai demandé de valider la traduction, m'a écrit que j'avais dû souffrir car le texte « n'est pas passionnant ». J'ai parfois souffert, mais non sans plaisir. Puis il a ajouté : « J'ai trouvé que le texte était affreusement dense, mais dans le mauvais sens du terme. Son auteur semble être le genre de journaliste économique qui balance plein de chiffres et d'éléments pour montrer SON sérieux plutôt que pour expliquer réellement ce qu'il veut expliquer. Bref, que le message central n'est pas mis en valeur car carrément noyé ! » Il arrive souvent qu'un texte soit finalement plus intéressant à traduire qu'à lire.

IV. ANALYSE TERMINOLOGIQUE

Fiches terminologiques

Vedette russe	N°	Vedette française
импортозамещение	01	substitution d'importation
канал сбыта	02	canal de distribution
рефинансирование	03	refinancement
технология двойного назначения	04	biens et technologies à double usage
экономическая санкция	05	sanction économique

Comment lire une fiche terminologiques

Les fiches terminologiques ci-après sont constituées de tout ou partie des champs suivants :

VE	Vedette (terme faisant l'objet de la fiche et ses synonymes)
RU	RUSse
FR	FRançais
DOM	DOMaine
DF	DéFinition de la vedette
CTX	ConTeXte
COL	COLlocations
ID	Identification de l'auteur : Bureau Émetteur (organisme pour lequel la fiche a été rédigée) : ESIT Collection terminologique à laquelle appartient la fiche : MEM17 pour un mémoire soutenu en 2017 Auteur de la fiche : JBR = Julien BRAun
Notes	
EXP	renseignements encyclopédiques qui ne font pas partie de la définition
USG	indications relatives à l'USaGe, au niveau de la langue, au registre, etc.
GRM	indications GRAMmaticales
ETY	ETYmologie
DER	mots DERivés
ANT	ANTonymes
HOM	HOMonymes
SPE	termes SPEcifiques
GEN	termes GENériques
REL	renvois associatifs à d'autres termes
RF	RéFérences (sources bibliographiques)

VE RU	импортозамещение [1] импортозамещающее производство [2]
DF	Процесс замещения импортных товаров и услуг товарами и услугами отечественного производства.
DOM	économie politique et sociale > production des richesses
CTX	Когда с рынка исчезли зарубежные конкуренты, у отечественных аграриев появился шанс в рамках программы импортозамещения занять пустующие ниши: создать с нуля качественное стадо, начать производство.
ID	ESITMEM17JBR
Notes	
REL	импортозамещающая продукция, протекционизм, экспортозамещение
RF	Руксперт, под <i>импортозамещение</i> [электронный ресурс] — Режим доступа: < http://guxpert.ru/Импортозамещение > (04.05.17) [1] [DF]; Эксперт online, «Бри родится под Чайковского» [электронный ресурс] — Режим доступа: < http://expert.ru/ural/2017/12/bri-roditsya-pod-chajkovskogo/ > (04.05.17) [CTX]; Альфа Банк, Альфа-Банк финансирует импортозамещающее производство в Курской области в объеме 1 млрд. рублей [электронный ресурс] — Режим доступа: < https://alfabank.ru/press/news/2017/4/26/38523.html > (14.05.17) [2]

VE FR	substitution d'importation [1] substitution aux importations [2] substitution à l'importation [3] substitution des importations [4]
DF	Stratégie visant à remplacer les importations par une production nationale.
DOM	économie politique et sociale > production des richesses
CTX	Les uns après les autres, la plupart des pays en développement semblent abandonner la voie du protectionnisme et de la substitution d'importation, encouragés en cela par la Banque mondiale et le F.M.I., qui préconisent l'ouverture sur l'extérieur et la dévaluation comme moyens de rétablir la compétitivité externe.
ID	ESITMEM17JBR
Notes	
REL	industrialisation par substitution d'importation, protectionnisme, substitution d'exportation
RF	Clerc, D., Piriou, J.-P., <i>Lexique de sciences économiques et sociales</i> , 9 ^e édition, Paris : La Découverte, 2011, sous <i>substitution d'importation</i> [1] [SEC DF] ; Larue, C., Qu'est-ce qu'une industrialisation par substitution aux importations, [en ligne], disponible sur < http://les-yeux-du-monde.fr/ressources/13832-quest-ce-quune-industrialisation > (consulté le 04.04.2017) [2] ; Tran, T., « Stratégie de promotion des exportations et ajustement macroéconomique », <i>Économie internationale</i> , n° 86/2, 2001, pp. 3-25 [3] ; Brémond, J., Gélédan, A., <i>Dictionnaire des sciences économiques et sociales</i> , Paris : Belin, 2002, p.437 [4] ; Poirine, B., « La contribution de la substitution d'importation à la croissance dans les Dom-Tom (1971-1989) », <i>Revue française d'économie</i> , vol. 11, n° 4, 1996, pp. 167-192 [CTX]

VE RU	канал сбыта [1] канал распределения [2] канал товародвижения [3]
DF	Путь, который проходит товар в экономическом пространстве при движении от производителя к потребителю.
DOM	commerce
CTX	С точки зрения производителей, чем больше уровней имеет канал распределения, тем меньше возможностей контролировать его.
ID	ESITMEM17JBR
Notes	
EXP	Сам канал сбыта состоит из производителя, посредников и конечного потребителя. Каналы – это структура, целью создания которой является реализация продукции. Основное деление предполагает две категории: 1) Прямые каналы сбыта: Производитель самостоятельно, без посредников решает проблемы реализации своей продукции. Например, через сеть собственных магазинов. 2) Непрямые каналы сбыта: В процессе дистрибуции участвует некоторое количество посредников.
COL	adj. : двухуровневый, длинный, короткий, одноуровневый, трехуровневый *
RF	Memosales, «Построение каналов сбыта товара» [электронный ресурс] — Режим доступа: < http://memosales.ru/upravlenie/postroenie-kanalov-realizacii > (04.05.17) [1] [SEC EXP]; Деловой мир, «Как создать канал сбыта товаров и услуг» [электронный ресурс] — Режим доступа: < https://delovoymir.biz/ru/articles/view/?did=10962 > (04.05.17) [2] [CTX]; PSYERA Гуманитарно-правовой портал, «Каналы товародвижения» [электронный ресурс] — Режим доступа: < https://psyera.ru/kanaly-tovarodvizheniya_7190.htm > (04.05.17) [3] [SEC DF]

VE FR	canal de distribution [1]
DF	Chemin suivi par un bien du producteur au consommateur.
DOM	commerce
CTX	Une dichotomie empirique suggère de distinguer le canal de distribution des produits de grande consommation, régulé par des processus transactionnels influencés par le pouvoir relatif d'un membre du canal, et le canal inter entreprises, où la nature relationnelle du climat repose davantage sur la confiance mutuelle des participants. (<i>sic</i>)
ID	ESITMEM17JBR
Notes	
EXP 1	Le canal direct désigne un mode de vente direct entre le producteur et le consommateur.
EXP 2	L'ensemble des canaux utilisés forme le circuit de distribution d'un produit.
REL	canal court, canal long, circuit de distribution, détaillant, grossiste
RF	Définitions marketing, sous <i>canal de distribution</i> , disponible sur < https://www.definitions-marketing.com/definition/canal-de-distribution/ > (consulté le 04.05.17) [1] [SEC DF] [EXP 1] [EXP 2] ; Assassi, I., Filser, M., « Les régulations comportementales dans les canaux de distribution. Un éclairage par le cas des activités culturelles », Actes du colloque E. Thil, 2005, p. 2, [en ligne], disponible sur < http://thil-memoirevivante.prd.fr/wp-content/uploads/sites/43/2014/11/2005-r%C3%A9gulations-comportementales-dans-les-canaux-de-distribution.pdf > (consulté le 04.05.17) [CTX]

VE RU	рефинансирование [1]
DF	Получение денежных средств кредитными учреждениями от центрального банка.
DOM	finance > banque
CTX	К основным инструментам денежно-кредитной политики относится рефинансирование коммерческих банков Банком России.
ID	ESITMEM17JBR
Notes	
EXP	Более широкое понятие рефинансирования включает в себя процесс полного или частичного погашения займов, сделанных фирмой, за счет получения новых кредитов, или выпуск новых ценных бумаг для замещения и погашения ценных бумаг более старых выпусков.
COL	сущ. * банков, кредитов
REL	рефинансированная облигация, ставка рефинансирования
RF	Родичева В. Б. «Тенденции развития рефинансирования Центрального банка Российской Федерации (Банка России)» // <i>Фундаментальные исследования</i> , 2014. № 11. С. 2489-2494 [электронный ресурс] — Режим доступа: < https://www.fundamental-research.ru/ru/article/view?id=35972 > (06.05.17) [1] [CTX]; «Рефинансирование коммерческих банков», Библиотекарь.Ру [электронный ресурс] — Режим доступа: < http://bibliotekar.ru/finance-3/40.htm > (06.05.17) [DF]; «Финансовый словарь», под <i>рефинансирование</i> [электронный ресурс] — Режим доступа: < http://dic.academic.ru/dic.nsf/fin_enc/28614 > (06.05.17) [EXP]

VE FR	refinancement [1]
DF	Opération qui consiste, pour un établissement financier, à remplacer les ressources financières utilisées jusqu'à présent par de nouvelles ressources en provenance du marché monétaire ou de la Banque centrale.
DOM	finance
CTX	Il est également essentiel que les facilités de refinancement distinguent nettement le papier commercial du papier financier pour que le refinancement, support de la création monétaire, n'encourage pas les opérations de type spéculatif contraires à terme au bon fonctionnement des circuits de financement.
ID	ESITMEM17JBR
Notes	
EXP	Pour les entreprises non financières, le refinancement de dette consiste à rembourser les dettes en cours en les remplaçant par de nouvelles.
COL	n. * d'une dette, d'un emprunt, d'une émission
REL	banque centrale, garantie de refinancement, prêt de consolidation, taux de refinancement
RF	Banque-info, <i>Lexique bancaire et économique</i> , sous <i>refinancement</i> , [en ligne], disponible sur < http://www.banque-info.com/lexique-bancaire/r/refinancement > (consulté le 06.05.17) [1] [DF] ; Les Échos, <i>Lexique financier</i> , sous <i>refinancement de dette</i> , [en ligne], disponible sur < https://www.lesechos.fr/finance-marches/verimmen/definition_refinancement-de-dette.html > (consulté le 06.05.17) [EXP] ; Castel, M., Plihon, D., « Revoir le rôle des banques centrales », <i>Revue d'économie financière</i> , 2009, vol. 94, n° 1, pp.235-240, p.239 [CTX]

VE RU	технология двойного назначения [1] ТДН [2] двойная технология [3] товары двойного назначения [4] товары и технологии двойного назначения [5]
DF	Совокупность научно-технических знаний, процессов, материалов, оборудования, объектов интеллектуальной собственности, которые могут быть использованы при разработке, производстве, эксплуатации, модернизации и утилизации продукции военного и гражданского назначения.
DOM	armement
CTX	Поскольку дроны в Беларуси классифицируются как технология двойного назначения, компания-разработчик дронов должна обладать лицензией на производство оружия.
ID	ESITMEM17JBR
Notes	
USG	Вместо «двойного назначения» в [1], [4], [5] безразлично можно употреблять «двойного применения».
REL	атомная технология, безопасность, многоцелевое использование, обогащение урана, разведка, трансфер технологий
RF	«Словарь-справочник терминов нормативно-технической документации, под технология двойного назначения» [электронный ресурс] — Режим доступа: < http://normative_reference_dictionary.academic.ru/78501/технология_двойного_назначения > (06.05.17) [1] [DF]; Григорьев А. Ю. «Технология двойного назначения: понятие и формы трансфера» // Исторические, философские, политические и юридические науки, культурология и искусствоведение. Вопросы теории и практики. Тамбов: <i>Грамота</i> . 2014. n° 8 (46) [электронный ресурс] — Режим доступа: < http://scjournal.ru/articles/issn_1997-292X_2014_8-1_09.pdf > (06.05.17) [2] [3]; Баксичева С. «Технология по залёту. Как и где используются дроны, и что тормозит их распространение в Беларуси» [электронный ресурс] — Режим доступа: < http://startuplelife.by/drons.html > (06.05.17) [CTX]; «Realexport, под товары двойного назначения» [электронный ресурс] — Режим доступа: < http://www.realexport.ru/services/dual_use_goods.php > (08.05.17) [4]; РБК. «Что такое товары и технологии двойного назначения» [электронный ресурс] — Режим доступа: < http://www.rbc.ru/newspaper/2014/07/31/56be15669a7947299f72cc10 > (08.05.17)

VE FR	biens et technologies à double usage [1] technologie à double usage [2] biens à double usage [3]
DF	Éléments, composants ou systèmes pouvant être utilisés pour un usage civil ou militaire.
DOM	armement
CTX	La Commission européenne, peu disposée à dépendre uniquement d'une technologie à double usage contrôlée par le Département américain de la défense, a récemment proposé un système civil de navigation par satellite destiné à compléter la constellation GPS.
ID	ESITMEM17JBR
Notes	
REL	armes de destruction massive, contrôle, sécurité, technologies stratégiques, transfert de technologie
RF	Direction générale des relations internationales et de la stratégie, <i>Contrôle des biens et technologies à double usage</i> , [en ligne], disponible sur < http://www.defense.gouv.fr/dgris/enjeux-transverses/lutte-contre-la-proliferation/controle-des-biens-et-technologies-a-double-usage > (consulté le 06.05.17) [1] [DF] ; <i>Perspectives des technologies de l'information de l'OCDE 2000, TIC, commerce électronique et économie de l'information</i> , OCDE, 2000, p.184 [2] [CTX] ; Règlement délégué (UE) N° 1382/2014 de la Commission du 22 octobre 2014 modifiant le règlement (CE) no 428/2009 du Conseil instituant un régime communautaire de contrôle des exportations, des transferts, du courtage et du transit de biens à double usage, [en ligne], disponible sur < http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=celex%3A32014R1382 > (consulté le 06.05.17) [3]

VE RU	экономическая санкция [1]
DF	Мера принуждения экономического характера, предпринимаемая одной страной или группой стран и направленная против экономических интересов другой страны или группы стран, обычно с целью добиться проведения в этой стране (в этих странах) социальных или политических изменений.
DOM	droit international
CTX	К основным направлениям развития механизмов взаимодействия государства и бизнеса в условиях экономических санкций против России и преодоления их негативных последствий следует отнести совершенствование правового обеспечения, повышение степени прозрачности и ужесточение контроля над деятельностью финансовых и кредитных организаций — банков, лизинговых компаний и т. п., участвующих в выполнении госзаказов и приоритетных инвестиционных проектов с использованием бюджетных средств.
ID	ESITMEM17JBR
Notes	
COL	гл.: ввести, направить, отменить, принять, продлить, применить, ужесточить *
	сущ.: введение, направление, отмена, принятие, продление, применение, ужесточение *
RF	«Словарь бизнес-терминов, под санкции экономические» [электронный ресурс] — Режим доступа: < http://dic.academic.ru/dic.nsf/business/11764 > (04.04.2017) [SEC DF]; Бабенков В. И. Афанасьев М. В. Бабенков А. В. «Механизмы взаимодействия государства и бизнеса по приоритетным инновационным проектам» [электронный ресурс] — Режим доступа: < http://institutiones.com/innovations/2499-mexanizmy-vzaimodeystviya-gosudarstva-biznesa-po-innovacionnym-proektam.html > (04.05.17) [1] [CTX]

VE FR	sanction économique [1] mesure restrictive [2]
DF	Mesure économique prise par un ou plusieurs États visant à faire subir à un pays des dommages, afin de le forcer à modifier sa politique.
DOM	droit international
CTX	Depuis une vingtaine d'années, confrontés à diverses crises internationales, la Communauté et ses États membres, l'Union européenne (UE) à partir du 1 ^{er} novembre 1993, ont développé une pratique coercitive consistant à adopter des sanctions économiques communautaires.
ID	ESITMEM17JBR
Notes	
EXP	C'est l'objectif politique de l'action entreprise qui situe la différence entre la sanction économique et les mesures de défense commerciale parfois confondues dans la même acception, alors que les motivations des mesures de défense commerciale sont d'ordre strictement économique.
USG	L'Union européenne utilise [2] pour parler de sa propre politique de sanctions.
COL	v. : alléger, annuler, instaurer, lever, prolonger, proroger, renforcer une * n. : allègement, annulation, levée, prolongation, prorogation, renforcement d'une * ; train de *
RF	Institut de recherche sur la résolution non-violente des conflits, <i>Lexique de la non-violence</i> , sous <i>sanctions économiques</i> , [en ligne], disponible sur http://irnc.org/NonViolence/Lexique/4.Strategie/Items/30.htm (consulté le 05.05.17) [1] [SEC DF] ; Wilde d'Estmael, T., « L'élaboration du droit des sanctions économiques communautaires : enjeux et normativité politique du processus », <i>Droit et société</i> 2001/3 (n° 49), pp. 729-769, p. 730, [en ligne], disponible sur https://www.cairn.info/revue-droit-et-societe-2001-3-page-729.htm (consulté le 05.05.17) [CTX] [EXP] ; Union européenne Espace actualités, <i>Sanctions de l'UE à l'encontre de la Russie concernant la crise en Ukraine</i> , [en ligne], disponible sur https://europa.eu/newsroom/highlights/special-coverage/eu-sanctions-against-russia-over-ukraine-crisis_fr (consulté le 05.05.17) [2]

Glossaire

arme économique	экономическое оружие
<p>Utilisation par un État, à des fins de politique étrangère, des rapports économiques qu'il entretient avec un autre État.</p> <p>RF : Labbé, Marie-Hélène, <i>L'arme économique dans les relations internationales</i>, Paris : PUF, 1994, p. 3.</p> <p>CTX : Le brevet est certes une arme économique, mais il doit être considéré comme un stimulant de l'innovation.</p>	
assainissement	санация, санирование
<p>Ensemble des mesures économiques et financières qui ont pour but la stabilité d'une monnaie, le bon fonctionnement d'un marché, etc.</p> <p>RF : <i>Trésor de la langue français informatisé</i>, sous <i>assainissement</i>, [en ligne], disponible sur <http://www.cnrtl.fr/definition/assainissement> (consulté le 02.05.17).</p> <p>EXP : Le renflouement des banques ou des entreprises est souvent une étape nécessaire, mais non suffisante, de l'assainissement d'un secteur.</p>	
blocus économique	экономическая блокада
<p>Mesures prises et manœuvres effectuées par un pays pour isoler économiquement un autre pays ou une région.</p> <p>RF : Rey, Alain (dir.), <i>Le Grand Robert de la langue française</i>, Paris : Dictionnaires Le Robert, 2001, sous <i>blocus</i>.</p> <p>EXP : « Blocus » et « embargo » ne sont pas synonymes. Un blocus est général, alors qu'un embargo touche des secteurs ou des types de biens déterminés.</p>	
boycottage , boycott	бойкотирование, бойкот
<p>Action concertée des consommateurs qui refusent et préconisent le refus d'acheter un produit ou une marque, de manière à exercer une pression économique, politique ou sociale sur un distributeur, un producteur ou un État.</p> <p>RF : E-marketing.fr, <i>Glossaire</i>, sous <i>boycottage</i>, [en ligne], disponible sur <http://www.e-marketing.fr/Definitions-Glossaire/Boycottage-238523.htm#ekQ4y1togITzhthz.97> (consulté le 02.05.17).</p> <p>ETY : Du nom de Charles Cunningham Boycott, administrateur terrien irlandais du XIX^e siècle. Sa rigueur et son intransigeance liguèrent contre lui les commerçants et les paysans de la région qui décidèrent de ne plus le servir, de ne plus travailler pour lui et d'ignorer sa famille.</p>	

capital humain	человеческий капитал
<p>Ensemble des connaissances et des compétences maîtrisées par un individu. <u>RF</u> : Guillard Alexandre, Roussel Josse, « Le capital humain en gestion des ressources humaines : éclairages sur le succès d'un concept », <i>Management & Avenir</i>, 2010/1 (n° 31), pp. 160-181. Disponible sur <http://www.cairn.info/revue-management-et-avenir-2010-1-page-160.html> (consulté le 02.05.17).</p> <p><u>EXP</u> : Les connaissances et compétences constituant le capital humain s'accumulent pendant la scolarité et à l'occasion des expériences vécues tout au long de la vie.</p>	
contre-mesure	контрмера, контрдействие
<p>Mesure destinée à s'opposer à une action, à un événement ou à les prévenir. <u>RF</u> : Larousse.fr, sous <i>contre-mesure</i>, [en ligne], disponible sur <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/contre-mesure_contre-mesures/18823> (consulté le 02.05.17).</p> <p><u>USG</u> : Le terme français et ses équivalents russes sont parfois utilisés, dans un sens restreint, comme synonymes de « contre-sanction ».</p>	
demande solvable	платежеспособный спрос
<p>Demande potentielle d'un produit ou d'un service par une clientèle disposant des moyens de le payer. <u>RF</u> : Académie des sciences commerciales, <i>Dictionnaire commercial</i>, sous <i>demande solvable</i>, [en ligne], disponible sur <http://academie-des-sciences-commerciales.org/dictionnaire_new/definition.php?id=2408> (consulté le 03.05.17).</p> <p><u>CTX</u> : Seule la demande solvable fait un marché : si elle n'est pas solvable faute de pouvoir d'achat ou en raison de prix trop élevés, il n'y a pas de transaction possible, donc pas d'échange.</p>	
diversification	диверсификация
<p>Opération de la stratégie d'une entité économique par laquelle celle-ci prend position dans de nouvelles productions ou prestations de service, ou de nouveaux marchés, et se crée ainsi de nouveaux secteurs d'activité. <u>RF</u> : Académie des sciences commerciales, <i>Dictionnaire commercial</i>, sous <i>diversification</i>, [en ligne], disponible sur <http://academie-des-sciences-commerciales.org/dictionnaire-commercial/dictionnaire.html> (consulté le 03.05.17).</p> <p><u>CTX</u> : Un pays ou une région dont l'activité économique est diversifiée est moins sensible aux aléas conjoncturels, dès lors que les aléas qui frappent les différents secteurs ne sont pas parfaitement corrélés positivement.</p>	
embargo alimentaire	продовольственное эмбарго, продэмбарго
<p>Mesure interdisant la consommation d'aliments produits dans une zone désignée. <u>RF</u> : Gouvernement du Québec, <i>Thésaurus de l'activité gouvernementale</i>, sous <i>embargo alimentaire</i>, [en ligne], disponible sur <http://www.thesaurus.gouv.qc.ca/tag/terme.do?id=14073> (consulté le 03.05.17).</p> <p><u>COL</u> : alléger, assouplir, briser, contourner, décider, décréter, imposer, lever, mettre en place, renforcer, violer un * ; être soumis à un *</p>	

gel des avoirs , gel des actifs	заморозка активов, блокирование активов
<p>Mesure consistant à bloquer toute utilisation des actifs détenus par une personne physique ou morale. <u>RE</u> : Mataf.net, <i>Glossaire</i>, sous <i>gel des avoirs</i>, [en ligne], disponible sur <https://www.mataf.net/fr/edu/glossaire/gel-des-avoirs> (consulté le 03.05.17).</p> <p><u>EXP</u> : Ce type de mesure, dont l'application peut être nationale ou internationale, est généralement décidé par un ou plusieurs gouvernements ou organismes spécialisés dans le cadre de la lutte contre le trafic de drogue, la corruption, le terrorisme ou le blanchiment d'argent, ou en réaction à une violation du droit international.</p>	
investissements directs étrangers , IDE, investissements directs à l'étranger, investissements directs de l'étranger, investissements directs internationaux, IDI	прямые иностранные инвестиции, ПИИ
<p>Mouvements internationaux de capitaux réalisés en vue de créer, développer ou maintenir une filiale à l'étranger ou d'exercer le contrôle (ou une influence significative) sur la gestion d'une entreprise étrangère. <u>RE</u> : Morelle, Frédéric, <i>Dico du commerce international</i>, sous <i>investissement direct à l'étranger (IDE)</i>, [en ligne], disponible sur <http://www.glossaire-international.com/pages/tous-les-terms/investissement-direct-a-l-etranger-ide.html> (consulté le 03.05.17).</p> <p><u>USG</u> : Lorsque le contexte n'est pas clair, « de l'étranger » et « à l'étranger » permettent de préciser s'il est question d'exportation ou d'importation de capitaux. « Investissements directs internationaux » est le terme utilisé par l'OCDE.</p>	
pénurie	дефицит, недостаток, нехватка
<p>Importante rareté d'un ou plusieurs produits aux regards des besoins solvables du marché. <u>RE</u> : <i>Lexique d'économie 13^e édition</i>, Paris : Dalloz, 2014, sous <i>pénurie</i>.</p> <p><u>EXP</u> : Dans une économie de marché, la pénurie entraîne une hausse des prix pour les produits concernés. Celle-ci peut susciter une offre de substitution qui réduit la tension et aboutit parfois à un excès de l'offre pour le produit frappé de pénurie.</p>	
renflouement , renflouage	<i>pas de correspondance attestée</i>
<p>Fait de rétablir une situation financière compromise. <u>RE</u> : <i>Trésor de la langue française informatisé</i>, sous <i>renflouement</i>, [en ligne], disponible sur <http://www.cnrtl.fr/definition/renflouement> (consulté le 02.05.17).</p> <p><u>NT</u> : Selon le contexte, peut être traduit par « пополнение », « загрузка средств », « бюджетная поддержка ».</p>	

transfert de technologie	технологический трансферт
<p>Processus par lequel une technologie, une connaissance ou un savoir-faire (matériel, logiciel, organisationnel, etc.) mis au point par l'une des parties prenantes à un projet ou à un accord parvient à l'autre.</p> <p><u>RF</u> : Pellet, Sandra. « Les transferts de technologie vers les pays en développement », Regards croisés sur l'économie, vol. 6, no. 2, 2009, pp. 229-232. Disponible sur <https://www.cairn.info/revue-regards-croises-sur-l-economie-2009-2-page-229.htm> (consulté le 03.05.17).</p> <p><u>EXP</u> : Le transfert a une particularité par rapport à la cession de licence : il s'agit de la communication d'un savoir-faire adapté au contexte de l'acquéreur. L'enjeu du transfert de technologie consiste à conjuguer l'acquisition de compétences externes avec le développement de compétences propres, dans le but de procurer au pays acquéreur un avantage concurrentiel.</p>	

Lexiques

Avertissement au lecteur

Les termes du glossaire sont en gras. Les termes soulignés font l'objet d'une fiche terminologique.

Lexique français-russe

Vedette française	Synonymes	Vedette russe
AA	accord d'association	Соглашение об ассоциации с Европейским союзом
abrogation		отмена
accord d'association	AA	Соглашение об ассоциации с Европейским союзом
accord de libre échange		соглашение о свободной торговле
accumulation de capital humain		накопление человеческого капитала
allègement des sanctions		облегчение санкций
amendement		поправка, изменение
arme économique		экономическое оружие
armement		вооружение
armement et matériel connexe		вооружение и соответствующее оборудование
arrêt des sanctions	levée des sanctions	отмена санкций, приостановление санкций, снятие санкций
assainissement		санация, санирование
augmentation des droits de douane		повышение таможенных пошлин
autonomie alimentaire		продовольственная независимость
autosuffisance		самообеспечение
avis		заключение
balance commerciale		внешнеторговый баланс
balance des paiements		платежный баланс

<u>biens à double usage</u>	<u>biens et technologies à double usage, technologie à double usage</u>	<u>товары двойного назначения, товары и технологии двойного назначения, технология двойного назначения, ТДН, двойная технология</u>
<u>biens et technologies à double usage</u>	<u>bien à double usage, technologie à double usage</u>	<u>товары и технологии двойного назначения, товары двойного назначения, технология двойного назначения, ТДН, двойная технология</u>
blocus		блокада
blocus économique		экономическая блокада
boycott	boycottage	бойкотирование, бойкот
boycottage	boycott	
<u>canal de distribution</u>		<u>канал сбыта, канал товародвижения</u>
capital humain		человеческий капитал
chimie		химия
Commission européenne		Европейская комиссия
complexe militaro-industriel		оборонно-промышленный комплекс, ОПК
complexe pétrogazier		нефтегазовый комплекс
conflit		конфликт
conflit gelé		замороженный конфликт
Conseil de l'Union européenne	Conseil des ministres de l'Union européenne, <i>Consilium</i>	Совет Европейского союза, Совет министров ЕС
Conseil de sécurité de l'ONU		Совет безопасности ООН, Совбез
Conseil des affaires étrangères		Совет ЕС по иностранным делам
Conseil des ministres de l'Union européenne	Conseil de l'Union européenne, <i>Consilium</i>	Совет Европейского союза, Совет министров ЕС
Conseil européen		Европейский совет
construction automobile	fabrication de véhicules, production de véhicules	производство транспортных средств
contraction des échanges		сокращение оборота
contre-mesure		контрмера, контрдействие
contre-sanction		контрсанкция
contrebande		контрабанда
décision		решение

décret		декрет, указ
demande solvable		платежеспособный спрос
dépenses budgétaires		бюджетные расходы
dette accumulée		накопленный долг, накопленные обязательства
dette extérieure		внешний долг, внешние обязательства
directive		директива
discrimination tarifaire		тарифная дискриминация, ценовая дискриминация
diversification		диверсификация
diversification de la production		диверсификация производства
droit dérivé de l'UE	sources de droit dérivé	вторичное право, производное право
droit originaire	source primaire, droit primaire de l'UE	первичное право ЕС
droit primaire de l'UE	source primaire, droit originaire	первичное право ЕС
embargo		эмбарго
embargo alimentaire		продовольственное эмбарго, продэмбарго
équilibre budgétaire		бюджетный баланс
État membre	pays membre	государство-член, страна-партнёр
excédent budgétaire		бюджетный профицит
expropriation		изъятие имущества, экспроприация
fabrication de machines		машиностроение
fabrication de véhicules	construction automobile, production de véhicules	производство транспортных средств
formation brute de capital fixe		валовые вложения в основной капитал, инвестиции в основной капитал
gel des actifs	gel des avoirs	заморозка активов, блокирование активов
gel des avoirs	gel des actifs	заморозка активов, блокирование активов
Haut-représentant pour les affaires étrangères et la politique de sécurité		Верховный представитель по иностранным делам и политике безопасности

IDE	investissements directs étrangers, investissements directs de l'étranger, investissements directs à l'étranger	ПИИ, прямые иностранные инвестиции
industrie de l'extraction	secteur de l'extraction	добывающая промышленность, горная промышленность
industrie de transformation	industrie manufacturière	обрабатывающая промышленность
industrie des matériaux de construction		промышленность строительных материалов
industrie du bois		деревообрабатывающая промышленность
industrie du textile et de l'habillement		текстильное и швейное производство
industrie légère		лёгкая промышленность
industrie manufacturière	industrie de transformation	обрабатывающая промышленность
investissements directs étrangers	IDE, investissements directs de l'étranger, investissements directs à l'étranger	прямые иностранные инвестиции, ПИИ
levée des sanctions	arrêt des sanctions	отмена санкций, приостановление санкций, снятие санкций
liste noire		чёрный список
majorité qualifiée		квалифицированное большинство
marché commun	marché intérieur	единый рынок, внутренний рынок
marché intérieur	marché commun	внутренний рынок, единый рынок
matériel connexe		соответствующее оборудование
mesure de coercition	mesure coercitive	мера пресечения
mesures restrictives		ограничительные меры
métallurgie		металлургия
Nations unies	Organisation des Nations unies, ONU	Организация объединённых наций, ООН
ONU	Organisation des Nations unies, Nations unies	ООН, Организация объединённых наций
Organisation des Nations unies	ONU, Nations unies	Организация объединённых наций, ООН
pays membre	État membre	страна-партнёр, государство-член

pénurie		дефицит, недостаток, нехватка
pénurie de capitaux		дефицит инвестиционных ресурсов, нехватка инвестиционных ресурсов
PESC	Politique étrangère et de sécurité commune	ОВПБ, Общая внешняя политика и политика безопасности
PEV	Politique européenne de voisinage	ЕПС, Европейская политика соседства
plan anticrise		план по борьбе с кризисом, антикризисный план
Politique étrangère et de sécurité commune	PESC	Общая внешняя политика и политика безопасности, ОВПБ
Politique européenne de voisinage	PEV	Европейская политика соседства, ЕПС
position commune		общая позиция
président du Conseil européen		президент Европейского совета, председатель Европейского совета
production de véhicules	fabrication de véhicules, construction automobile	производство транспортных средств
prorogation des sanctions	renouvellement des sanctions	продление санкций, обновление санкций
quota		квота
recapitalisation		рекапитализация
recettes budgétaires		бюджетные доходы, бюджетные поступления
recommandation		рекомендация
<u>refinancement</u>		<u>рефинансирование</u>
règlement		регламент
renouvellement des sanctions	prorogation des sanctions	обновление санкций, продление санкций
résolution		резолюция
retard technologique		технологическое отставание
revenu réel		реальный доход
saisie		арест имущества
sanction		санкция
<u>sanction économique</u>		<u>экономическая санкция</u>
sanction sectorielle		секторальная санкция

SEAE	Service européen pour l'action extérieure	ЕСВД, Европейская служба внешнеполитической деятельности
secteur agroalimentaire		агропромышленный сектор
secteur de l'extraction	industrie de l'extraction	добывающая промышленность, горная промышленность
secteur des hydrocarbures		нефтегазовый сектор
secteur des services	secteur tertiaire	сектор услуг, третичный сектор
secteur primaire		первичный сектор
secteur secondaire		вторичный сектор
secteur tertiaire	secteur des services	третичный сектор, сектор услуг
sécurité alimentaire		продовольственная безопасность
Service européen pour l'action extérieure	SEAE	Европейская служба внешнеполитической деятельности, ЕСВД
source primaire	droit originaire, droit primaire de l'UE	первичное право ЕС
sources de droit dérivé	droit dérivé de l'UE	вторичное право, производное право
stagflation		стагфляция
stratégie commune		общая стратегия
<u>substitution aux importations</u>	<u>substitution d'importation</u>	<u>импортозамещение, импортозамещающее производство</u>
<u>substitution d'importation</u>	<u>substitution aux importations</u>	<u>импортозамещение, импортозамещающее производство</u>
suspension des sanctions		временное приостановление санкций
<u>technologie à double usage</u>	<u>biens et technologies à double usage, biens à double usage</u>	<u>технология двойного назначения, ТДН, двойная технология, товары двойного назначения, товары и технологии двойного назначения</u>
technologie de pointe		передовая технология, technologie de pointe
train de sanctions		ряд санкций, уровень санкций

traité de Lisbonne	traité de Lisbonne modifiant le traité sur l'Union européenne et le traité instituant la Communauté européenne	Лиссабонский договор, Лиссабонский договор о внесении изменений в Договор о Европейском союзе и Договор об учреждении Европейского сообщества
traité de Maastricht	traité sur l'Union européenne	Маастрихтский договор, Договор о Европейском союзе
traité de Rome	traité sur le fonctionnement de l'Union européenne	Римский договор, Договор об учреждении Европейского сообщества, Договор, учреждающий Европейский союз, Договор о функционировании Европейского союза
traité sur l'Union européenne	traité de Maastricht	Договор о Европейском союзе, Маастрихтский договор
traité sur le fonctionnement de l'Union européenne	traité de Rome	Договор об учреждении Европейского сообщества, Римский договор, Договор, учреждающий Европейский союз, Договор о функционировании Европейского союза
transfert de technologie		технологический трансферт
transferts sociaux		социальные трансферты
UE	Union européenne	Европейский союз, ЕС, Евросоюз
UEEA	Union économique eurasiatique	ЕАЭС, Евразийский экономический союз
unanimité		общее согласие
Union économique eurasiatique	UEEA	Евразийский экономический союз, ЕАЭС
Union européenne	UE	Европейский союз, ЕС, Евросоюз

Lexique russe-français

Vedette russe	Synonymes	Vedette française
агропромышленный сектор		secteur agroalimentaire
антикризисный план	план по борьбе с кризисом	plan anticrise
арест имущества		saisie
блокада		blocus
блокирование активов	заморозка активов	gel des avoirs, gel des actifs
бойкот	бойкотирование	boycott, boycottage
бойкотирование	бойкот	boycottage, boycott
бюджетные доходы	бюджетные поступления	recettes budgétaires
бюджетные поступления	бюджетные доходы	recettes budgétaires
бюджетные расходы		dépenses budgétaires
бюджетный баланс		équilibre budgétaire
бюджетный профицит		excédent budgétaire
валовые вложения в основной капитал	инвестиции в основной капитал	formation brute de capital fixe
Верховный представитель по иностранным делам и политике безопасности		Haut-représentant pour les affaires étrangères et la politique de sécurité
внешнеторговый баланс		balance commerciale
внешние обязательства	внешний долг	dette extérieure
внешний долг	внешние обязательства	dette extérieure
внутренний рынок	единый рынок	marché intérieur, marché commun
вооружение		armement
вооружение и соответствующее оборудование		armement et matériel connexe
временное приостановление санкций		suspension des sanctions
вторичное право	производное право	droit dérivé de l'UE, sources de droit dérivé
вторичный сектор		secteur secondaire
высокая технология		technologie de pointe
горная промышленность	добывающая промышленность	industrie de l'extraction, secteur de l'extraction
государство-член	страна-партнёр	État membre, pays membre

<u>двойная технология</u>	<u>товары двойного назначения,</u> <u>товары и технологии двойного</u> <u>назначения, технология двойного</u> <u>назначения</u>	<u>technologie à double usage, biens et</u> <u>technologies à double usage, biens à</u> <u>double usage</u>
декрет	указ	décret
деревообрабатывающая промышленность		industrie du bois
дефицит	недостаток, нехватка	pénurie
дефицит инвестиционных ресурсов	нехватка инвестиционных ресурсов	pénurie de capitaux
диверсификация		diversification
диверсификация производства		diversification de la production
директива		directive
добывающая промышленность	горная промышленность	industrie de l'extraction, secteur de l'extraction
Договор о Европейском союзе	Маастрихтский договор	traité sur l'Union européenne, traité de Maastricht
Договор о функционировании Европейского союза	Договор об учреждении Европейского сообщества, Римский договор, Договор, учреждающий Европейский союз	traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, traité de Rome
Договор об учреждении Европейского сообщества,	Договор, учреждающий Европейский союз, Договор о функционировании Европейского союза, Римский договор	traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, traité de Rome
Договор, учреждающий Европейский союз	Договор об учреждении Европейского сообщества, Римский договор, Договор о функционировании Европейского союза	traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, traité de Rome
ЕАЭС	Евразийский экономический союз	UEEA, Union économique eurasiatique
Евразийский экономический союз	ЕАЭС	Union économique eurasiatique, UEEA
Европейская комиссия		Commission européenne
Европейская политика соседства	ЕПС	Politique européenne de voisinage, PEV
Европейская служба внешнеполитической деятельности	ЕСВД	Service européen pour l'action extérieure, SEAE
Европейский совет		Conseil européen

Европейский союз	ЕС, Евросоюз	Union européenne, UE
Евросоюз	Европейский союз, ЕС	Union européenne, UE
единый рынок	внутренний рынок	marché commun, marché intérieur
ЕПС	Европейская политика соседства	PEV, Politique européenne de voisinage
ЕС	Европейский союз, Евросоюз	UE, Union européenne
ЕСВД	Европейская служба внешнеполитической деятельности	SEAE, Service européen pour l'action extérieure
замороженный конфликт		conflit gelé
заморозка активов	блокирование активов	gel des avoirs, gel des actifs
изменение	поправка	amendement
изъятие имущества	экспроприация	expropriation
<u>импортозамещающее производство</u>	<u>импортозамещение</u>	<u>substitution d'importation, substitution aux importations</u>
<u>импортозамещение</u>	<u>импортозамещающее производство</u>	<u>substitution d'importation, substitution aux importations</u>
инвестиции в основной капитал	валовые вложения в основной капитал	formation brute de capital fixe
<u>канал сбыта</u>	<u>канал товародвижения</u>	<u>canal de distribution</u>
<u>канал товародвижения</u>	<u>канал сбыта</u>	<u>canal de distribution</u>
квалифицированное большинство		majorité qualifiée
квота		quota
контрабанда		contrebande
контрдействие	контрмера	contre-mesure
контрмера	контрдействие	contre-mesure
контрсанкция		contre-sanction
конфликт		conflit
лёгкая промышленность		industrie légère
Лиссабонский договор	Лиссабонский договор о внесении изменений в Договор о Европейском союзе и Договор об учреждении Европейского сообщества	traité de Lisbonne, traité de Lisbonne modifiant le traité sur l'Union européenne et le traité instituant la Communauté européenne

Лиссабонский договор о внесении изменений в Договор о Европейском союзе и Договор об учреждении Европейского сообщества	Лиссабонский договор	traité de Lisbonne modifiant le traité sur l'Union européenne et le traité instituant la Communauté européenne, traité de Lisbonne
Маастрихтский договор	Договор о Европейском союзе	traité de Maastricht, traité sur l'Union européenne
машиностроение		fabrication de machines, construction mécanique
мера пресечения		mesure de coercition, mesure coercitive
металлургия		métallurgie
накопление человеческого капитала		accumulation de capital humain
накопленные обязательства	накопленный долг	dette accumulée
накопленный долг	накопленные обязательства	dette accumulée
недостаток	дефицит, нехватка	pénurie
нефтегазовый комплекс		complexe pétrogazier
нефтегазовый сектор		secteur des hydrocarbures
нехватка	недостаток, дефицит	pénurie
нехватка инвестиционных ресурсов	дефицит инвестиционных ресурсов	pénurie de capitaux
облегчение санкций		allègement des sanctions
обновление санкций	продление санкций	renouvellement des sanctions, prorogation des sanctions
оборонно-промышленный комплекс	ОПК	complexe militaro-industriel
обрабатывающая промышленность		industrie de transformation, industrie manufacturière
Общая внешняя политика и политика безопасности	ОВПБ	Politique étrangère et de sécurité commune, PESC
общая позиция		position commune
общая стратегия		stratégie commune
общее согласие		unanimité
ОВПБ	Общая внешняя политика и политика безопасности	PESC, Politique étrangère et de sécurité commune
ограничительные меры		mesures restrictives
ООН	Организация объединённых наций	ONU, Organisation des Nations unies, Nations unies

ОПК	оборонно-промышленный комплекс	complexe militaro-industriel
Организация объединённых наций	ООН	Organisation des Nations unies, ONU, Nations unies
отмена		abrogation
отмена санкций	снятие санкций, приостановление санкций	arrêt des sanctions, levée des sanctions
первичное право ЕС		droit originaire, droit primaire de l'UE, source primaire
первичный сектор		secteur primaire
передовая технология		technologie de pointe
ПИИ	прямые иностранные инвестиции	IDE, investissements directs étrangers, investissements directs de l'étranger, investissements directs à l'étranger
план по борьбе с кризисом	антикризисный план	plan anticrise
платежеспособный спрос		demande solvable
платежный баланс		balance des paiements
повышение таможенных пошлин		augmentation des droits de douane
поправка	изменение	amendement
председатель Европейского совета	президент Европейского совета	
президент Европейского совета	председатель Европейского совета	président du Conseil européen
приостановление санкций	отмена санкций, снятие санкций	arrêt des sanctions, levée des sanctions
продление санкций	обновление санкций	prorogation des sanctions, renouvellement des sanctions
продовольственная безопасность		sécurité alimentaire
продовольственная независимость		autonomie alimentaire
продовольственное эмбарго	продэмбарго	embargo alimentaire
продэмбарго	продовольственное эмбарго	embargo alimentaire
производное право	вторичное право	droit dérivé de l'UE, sources de droit dérivé
производство транспортных средств		production de véhicules, construction automobile, fabrication de véhicules

промышленность строительных материалов		industrie des matériaux de construction
прямые иностранные инвестиции	ПИИ	investissements directs étrangers, IDE, investissements directs de l'étranger, investissements directs à l'étranger
реальный доход		revenu réel
регламент		règlement
резолюция		résolution
рекапитализация		recapitalisation
рекомендация		recommandation
<u>рефинансирование</u>		<u>refinancement</u>
решение		décision
Римский договор	Договор, учреждающий Европейский союз, Договор о функционировании Европейского союза	traité de Rome, traité sur le fonctionnement de l'Union européenne
ряд санкций	уровень санкций	train de sanctions
самообеспечение		autosuffisance
санация	санирование	assainissement
санирование	санация	assainissement
санкция		sanction
сектор услуг	третичный сектор	secteur des services, secteur tertiaire
секторальная санкция		sanction sectorielle
снятие санкций	приостановление санкций, отмена санкций	arrêt des sanctions, levée des sanctions
Совбез	Совет безопасности ООН	Conseil de sécurité de l'ONU
Совет безопасности ООН	Совбез	Conseil de sécurité de l'ONU
Совет Европейского союза	Совет министров ЕС	Conseil de l'Union européenne, Conseil des ministres de l'Union européenne, <i>Consilium</i>
Совет ЕС по иностранным делам		Conseil des affaires étrangères
Совет министров ЕС	Совет Европейского союза	Conseil des ministres de l'Union européenne, Conseil de l'Union européenne, <i>Consilium</i>
соглашение о свободной торговле		accord de libre échange

Соглашение об ассоциации с Европейским союзом		accord d'association, AA
сокращение оборота		contraction des échanges
соответствующее оборудование		matériel connexe
социальные трансферты		transferts sociaux
стагфляция		stagflation
страна-партнёр	государство-член	pays membre, État membre
тарифная дискриминация	ценовая дискриминация	discrimination tarifaire
<u>ТДН</u>	<u>товары двойного назначения, товары и технологии двойного назначения, технология двойного назначения</u>	<u>technologie à double usage, biens et technologies à double usage, biens à double usage</u>
текстильное и швейное производство		industrie du textile et de l'habillement
технологический трансферт		transfert de technologie
технологическое отставание		retard technologique
<u>технология двойного назначения</u>	<u>ТДН, двойная технология, товары двойного назначения, товары и технологии двойного назначения</u>	<u>technologie à double usage, biens et technologies à double usage, biens à double usage</u>
<u>товары двойного назначения</u>	<u>товары и технологии двойного назначения, двойная технология, технология двойного назначения</u>	<u>biens à double usage, technologie à double usage, biens et technologies à double usage</u>
<u>товары и технологии двойного назначения</u>	<u>технология двойного назначения, двойная технология, товары двойного назначения</u>	<u>biens et technologies à double usage, technologie à double usage, biens à double usage</u>
третичный сектор	сектор услуг	secteur tertiaire, secteur des services
указ	декрет	décret
уровень санкций	ряд санкций	train de sanctions
химия		chimie
ценовая дискриминация	тарифная дискриминация	discrimination tarifaire
человеческий капитал		capital humain
чёрный список		liste noire
экономическая блокада		blocus économique
<u>экономическая санкция</u>		<u>sanction économique</u>
экономическое оружие		arme économique
экспроприация	изъятие имущества	expropriation
эмбарго		embargo

V. BIBLIOGRAPHIE

Sources en français

Ouvrages

Baumard, Philippe (dir.), *Les sanctions financières internationales*, s.l. : Revue Banque, 2012.

Tient à la fois de l'ouvrage théorique et du manuel. Les explications sont claires et illustrées d'exemples. Ouvrage précieux d'un point de vue notionnel et terminologique, un très bon complément du livre de Marie-Hélène Labbé.

Dehousse, Renaud (dir.), *L'Union européenne*, s.l. : Documentation française, 2014.

Vingt-cinq articles (« notices »), illustrés de cartes et de graphiques, réunis en trois parties thématiques : le système politique, les politiques et les relations internationales. Précis et éclairant.

Labbé, Marie-Hélène, *L'arme économique dans les relations internationales*, Paris : PUF, 1994.

Ouvrage de référence, rigoureux, une bonne entrée en matière. La partie historique et les études de cas, très éclairants, commencent toutefois à dater.

Lefebvre, Maxime, *La politique étrangère européenne*, Paris : PUF, 2011.

Une bonne introduction qui propose un aperçu historique et des analyses du rôle des institutions en lien avec la politique étrangère de l'Union européenne. Bien que peu développées, les études de cas proposent des pistes de réflexion afin d'orienter les recherches.

Articles

Forteau, Mathias, « La levée et la suspension des sanctions internationales », *Annuaire français de droit international*, vol. 51, 2005, pp. 57-84.

Gomez, Carole. « Les sanctions internationales, ou la délicate mesure de l'efficacité », *Revue internationale et stratégique*, vol. 103, no. 3, 2016, pp. 163-168.

Nivet, Sébastien, « Les sanctions internationales de l'Union européenne : *soft power*, *hard power* ou puissance symbolique ? », *Revue internationale et stratégique* 2015/1 (n°97).

Vercueil, Julien, « L'économie russe et les sanctions. Une évaluation des conséquences du conflit syrien », Note de l'Observatoire franco-russe, n° 9, novembre 2014, [en ligne], disponible sur <http://obsfr.ru/fileadmin/Policy_paper/PP9_FR.pdf> (consulté le 17.05.17)

Sources en russe

Articles

« Prodovolstvennoe embargo : itogi 2015 goda » [Embargo alimentaire : bilan de l'année 2015], Direction de la politique de concurrence, Centre analytique près le gouvernement de la Fédération de Russie, Rapport d'analyse, avril 2016.

Akimov, Aleksandr, « Sanktsii zapada i otvetnye mery Rossii : prodovolstvie i stankostroenie » [Sanctions occidentales et contre-mesures russes : le cas des produits alimentaires et des machines-outils], in *Zapad – Vostok – Rossia 2015*, Moscou, 2015

Prassolov, Valeri, « Riski prodovolstvennoï bezopasnosti Rossii v ousloviakh sanktsii » [Les risques pour la sécurité alimentaire de la Russie dans le contexte des sanctions], [en ligne], disponible sur <<https://sibac.info/conf/social/lvii/46564>> (consulté le 12.04.17)

Tchetverikov, A., « Zakonodatelstvo i pravovye akty Evropeïskogo soyouza v sootvetstvii s Lissabonskim dogovorom 2007 goda » [La législation de l'Union européenne conformément au traité de Lisbonne de 2007], [en ligne], disponible sur <http://lexrussica.ru/netcat_files/493/657/lexrussica-6-2008-19193.pdf> (consulté le 17.05.17).

Article riche en terminologie juridique. Utile pour trouver les équivalents russes de certains termes.

Zagachvili, Vladislav, « Diversifikatsia rossiïskoï ekonomiki v ousloviakh sanktsii » [La diversification de l'économie russe dans le contexte des sanctions], in *Mirovaïa ekonomika i mejdunarodnye otnoçhenia*, tome 60, N° 6, Moscou : IMEMO RAN, 2016.

Article économique très dense. Aborde de manière critique la politique russe de diversification de la production.

Sources franco-russes

Dubien, Arnaud (dir.), *Regards de l'Observatoire franco-russe 2015*, Paris : Le cherche midi, 2015 / *Rossia 2015, Ezhegodny doklad Franko-rossiïskogo analititcheskogo tsentra Observo*, Moscou : Novy vek media, 2015

Articles sur des thèmes variés, dont celui du présent mémoire. Les auteurs, français et russes, portent un regard critique sur la crise, qu'ils mettent en perspective, de manière plus globale, avec la situation en Russie et sur la scène internationale.

Giraud, Robert, *Dictionnaire français-russe et russe-français de la langue des affaires / Frantsouzsko-rousski i roussko-frantsouzski delovoï slovar*, Paris : Institut d'études slaves, 1992.

Frison, P., Kudrina, Y., Zhyvylo, T., *Lexique juridique et économique russe-français français-russe*, Paris : Chiron, 2006.

Source en anglais

Crozet, M., Hinz, J., « Collateral Damage: The impact of the Russia sanctions on sanctioning countries' exports » [Dommages collatéraux : l'effet des sanctions russes sur les exportations des pays à l'origine de sanctions], CEPII, 2016.

Article très technique, illustré de nombreux tableaux. Le propos est parfois confus, mais la réflexion et la démarche présentent un intérêt indéniable.

Index lexical

accord.....	11, 16, 18, 29, 39, 52 sv, 73 sv, 86 sv
arme économique.....	4, 7, 15, 22, 35, 70, 74, 87, 89
armement.....	17 sv, 39, 66 sv, 74 sv, 81, 84 sv
assainir.....	35, 70, 74, 86
biens et technologies à double usage.....	17, 59, 67, 75, 79, 82, 87
blocus.....	6, 29, 70, 75, 81, 87
boycottage.....	4, 6, 8, 33, 47, 70, 75, 81
budget.....	25, 29, 31, 35, 43, 47, 49 sv, 76, 78, 81
canal de distribution.....	21, 59, 63, 75, 83
capital humain.....	29, 71, 74 sv, 84, 87
demande solvable.....	33, 37, 71 sv, 76, 85
dette.....	25, 35, 43, 50, 59, 65, 74, 76, 81, 84
diversification.....	21 sv, 71, 76, 82, 91
embargo.....	2, 6 sv, 9, 13 sv, 17 sv, 22, 70 sv, 76, 85, 87, 90
gel des actifs.....	8, 17 sv, 72, 76, 81, 83
hydrocarbures.....	18, 25, 27, 29, 47 sv, 75, 79, 84
investissements directs étrangers. 2 sv, 8 sv, 11 sv, 15 sv, 25, 27, 31, 33, 35, 37, 39, 41, 43, 51, 53 sv, 57, 59, 71 sv, 77 sv, 85 sv, 90	
pénurie.....	37, 72, 78, 82, 84
refinancement.....	43, 59, 65, 78, 86
Russie.....	15 sv, 25, 27, 29, 31, 33, 35, 37, 43, 45 sv, 50 sv, 56, 69, 90 sv
sanction....	12 sv, 25, 27, 33, 35, 37, 43, 45 sv, 48, 50, 59, 69, 71, 74 sv, 77 sv, 81, 83 sv, 89 sv
substitution d'importation.....	21, 35, 37, 39, 41, 45, 59, 61, 72, 79, 83
traité.....	10 sv, 22, 80, 82 sv, 86, 91
transfert de capitaux.....	8
transfert de technologie.....	25, 67, 73, 80, 87
Ukraine.....	2, 4, 11, 16 sv, 22, 29, 37, 69
Union européenne 2, 10 sv 25, 27, 29, 31, 33, 35, 37, 39, 41, 43, 45 sv, 59 sv, 63 sv, 67, 69 sv, 78 sv, 89 sv	